



Save the Children

LES NORMES DE GENRE, LE MARIAGE DES ENFANTS ET L'ÉDUCATION DES FILLES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

Évaluer le rôle de l'éducation dans la lutte
contre le mariage des enfants

Save The Children - WCA RO / Dakar, octobre 2019

CONTENU

SOMMAIRE EXÉCUTIF	5
INTRODUCTION	7
CONTEXTE	8
La question du mariage des enfants	8
Programmes portant sur le mariage des enfants	10
MÉTHODOLOGIE	15
RÉSULTATS	17
La signification sociale du mariage	17
Rôles basés sur le genre	17
Causes du mariage des enfants	18
Le rôle de l'éducation des filles dans la prévention du mariage des enfants	20
Le rôle de l'éducation des filles dans l'autonomisation des filles mariées	24
CONCLUSION	27
RECOMMANDATIONS	29
ANNEXES	30

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Malgré les efforts déployés pour mettre fin au mariage des enfants dans le monde, on estime que 12 millions de filles sont encore mariées chaque année¹. L'Afrique de l'Ouest et du Centre sont particulièrement touchées, abritant six des dix pays où la prévalence du mariage des enfants est la plus élevée au monde.

Enracinée dans des normes de genre inégales et des traditions culturelles discriminatoires, cette pratique est souvent exacerbée par la pauvreté et les crises humanitaires. Bien que de nombreux facteurs interagissent en ce qui concerne le mariage des enfants, il y a un lien particulier qui ressort : la relation entre les taux élevés de mariage des enfants et le faible niveau d'éducation des filles. La corrélation entre les deux phénomènes a été largement reconnue.

En Afrique de l'Ouest et du Centre, où 28 millions de filles n'ont pas accès à l'éducation², il existe un lien évident entre le mariage des enfants et le manque de possibilités d'apprentissage pour les filles. Cependant, les connaissances sur le fonctionnement spécifique de cette corrélation sont limitées.

Selon le contexte géographique et socio-économique, le mariage des enfants peut être une cause ou une conséquence du manque de possibilités d'éducation des filles.

Cette étude vise à approfondir notre compréhension de cette relation dans 3 contextes géographiques spécifiques, au Niger, en Sierra Leone et en Côte d'Ivoire. Elle examine les facteurs contextuels du mariage des enfants et met l'accent sur le rôle de l'éducation des filles parmi ces facteurs.

En général, l'étude cherche à mettre la lumière la façon dont les normes de genre définissent les perceptions et les comportements concernant l'éducation des filles et le mariage des enfants. Le but de l'étude est de contribuer à une programmation mieux informée sur le mariage des enfants, et plus spécifiquement sur le rôle que les interventions éducatives peuvent jouer dans la prévention et la réponse au mariage des enfants. Utilisant une approche méthodologique mixte, l'étude comporte deux volets : une recherche sur le terrain dans le nord-est de la Côte d'Ivoire, portant sur les facteurs locaux du mariage des enfants et de l'abandon scolaire des filles, et une série d'entretiens avec des bénéficiaires du programme au Niger et en Sierra Leone, pour évaluer l'impact de l'éducation sur l'autonomisation des adolescentes mariées.

Au total, les chercheurs ont interviewé 340 adolescentes et 173 adultes au moyen d'une combinaison d'entrevues semi-structurées,

de discussions de groupe et d'entrevues avec des informateurs clés.

L'étude montre à quel point les normes de genre profondément enracinées guident les choix concernant l'éducation, la fécondité et le mariage des filles.

En outre, il montre comment les facteurs à l'origine du mariage des enfants et de l'abandon scolaire des filles sont définis de manière contextuelle. Au Niger, les choix des parents sont principalement motivés par la tradition et les normes de genre confinent les filles dans une position d'obéissance et de soumission aux hommes. En Sierra Leone et en Côte d'Ivoire, le mariage des enfants et l'abandon scolaire des filles sont principalement liés aux grossesses précoces. Les grossesses précoces, ou la peur qu'elles suscitent, poussent les parents à marier leurs filles plus tôt et/ou à les retirer de l'école. Dans les trois pays, la pauvreté est un facteur aggravant qui incite les parents et les filles à rechercher des options qui atténuent leur situation financière précaire.

Il est démontré que l'éducation joue un rôle clair dans la prévention et la réponse au mariage des enfants à un niveau pratique. Son influence est moins évidente lorsqu'il s'agit de modifier véritablement les normes de genre sous-jacentes. L'éducation peut empêcher les filles d'être mariées, à condition que les moyens financiers, les résultats de l'apprentissage et l'état de santé de la fille (c'est-à-dire ne pas être enceinte) lui permettent de rester à l'école. Cependant, lorsqu'une de ces conditions n'est pas remplie, l'éducation d'une fille est facilement interrompue et le mariage des enfants est considéré comme une alternative viable. Des conceptions profondément enracinées sur la position des filles et des femmes dans la société inspirent ces choix. Les femmes sont principalement appréciées pour leur rôle de procréatrices et de gérantes de la maison. En Côte d'Ivoire et au Niger, conformément à ces conceptions, l'éducation des filles est principalement conçue comme un enseignement traditionnel et religieux, à administrer dans le cadre familial. L'éducation formelle est moins considérée comme une priorité dans le cheminement d'une fille vers un statut de femme socialement respectée.

En ce qui concerne la réponse au mariage des enfants, l'éducation peut contribuer à l'autonomisation des adolescentes mariées. Il a été démontré que les interventions éducatives augmentent l'autonomisation économique des filles, leur connaissance des questions

¹ UNICEF (2018), [Child Marriage Around the World infographic](#) (accédé le 15 mai 2018).

² Save the Children (2017), [Promoting girls' right to learn in West and Central Africa](#). (Basée sur les données d'UIS.)

de Santé sexuelle et Reproductive et leur sentiment d'estime de soi.

Cependant, les interventions n'ont qu'un impact limité sur le pouvoir de décision des filles, et sur les relations de pouvoir traditionnelles entre les hommes et les femmes.

Comme pour le rôle préventif de l'éducation, les interventions éducatives en faveur des filles mariées ont un impact pratique évident, mais ne parviennent pas à modifier les normes de genre sous-jacentes qui dictent la position des filles dans la communauté.

Sur la base des résultats de l'étude, les recommandations suivantes peuvent être formulées en ce qui concerne les programmes et les politiques relatifs à l'éducation des filles et au mariage des enfants :

1. Aider les adolescentes à obtenir des résultats d'apprentissage positifs et à poursuivre leurs études :

- Fournir des environnements d'apprentissage accueillants, sûrs et protecteurs pour les filles
- Promouvoir un enseignement et des programmes d'études sensibles au genre
- Fournir des bourses d'études aux filles défavorisées et/ou des transferts en espèces aux familles vulnérables
- Travailler avec les communautés pour créer un environnement favorable où les filles disposent de l'espace et du temps nécessaires pour aller à l'école et faire leurs devoirs.
- Abolir les lois et pratiques discriminatoires à l'égard des filles enceintes à l'école et aider les filles enceintes et les mères adolescentes à poursuivre leurs études.

2. Offrir des possibilités d'apprentissage aux adolescentes mariées :

- Veiller à ce que l'éducation formelle soit adaptée à la situation des adolescents mariés (proximité, horaires scolaires, garde d'enfants, enseignantes, ...).
- Offrir des cours d'alphabétisation/calcul et de formation professionnelle qui répondent aux besoins d'apprentissage des adolescentes mariées et qui les aident à gagner un revenu.
- Offrir une formation axée sur les relations équitables et l'amélioration de l'estime de soi.

3. Donner aux adolescentes les moyens de gérer leur santé sexuelle et reproductive et d'éviter les grossesses non désirées :

- Intégrer une éducation sexuelle complète dans le programme d'enseignement standard.
- Sensibiliser le public à la santé et aux droits en matière de sexualité et de reproduction et à l'égalité des sexes
- Veiller à ce que les adolescents, filles et garçons, aient accès à des services de santé sexuelle et reproductive adaptés aux jeunes

4. S'attaquer aux facteurs sous-jacents du mariage des enfants et de l'abandon scolaire en modifiant les normes inégales entre les sexes :

- Promouvoir des programmes d'enseignement et une pédagogie qui transforment le genre, afin de libérer le pouvoir de transformation de l'éducation en faisant évoluer les normes sociales.
- Compléter les interventions éducatives par des programmes d'engagement communautaire adaptés au contexte.
- Veiller à ce que les approches de sensibilisation et d'engagement communautaires soient participatives et à long terme et fassent intervenir un large éventail d'acteurs au sein de la communauté.

INTRODUCTION

En Afrique de l'Ouest et du Centre (AOC), 70% des filles entrent à l'école primaire, mais seulement 36% terminent le premier cycle du secondaire³. L'adolescence est une phase critique pour les filles de cette région, et beaucoup d'entre elles n'ont pas la chance de poursuivre et de terminer leurs études. En outre, l'Afrique de l'Ouest et du Centre ont les taux de mariages d'enfants parmi les plus élevés au monde. En Afrique de l'Ouest, 42% des femmes sont mariées avant l'âge de 18 ans⁴. Le mariage des enfants et l'éducation des filles sont liés de diverses manières complexes. Le mariage des enfants peut être une cause ou une conséquence du décrochage scolaire. Dans un cas comme dans l'autre, les normes inégales entre les sexes sont souvent à la base du choix des parents de ne pas envoyer leurs filles à l'école et/ou de les marier à un âge précoce. Cette recherche cherche à mieux comprendre l'interaction spécifique entre les normes de genre, l'abandon scolaire et le mariage des enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre. Elle répond à certaines des questions suivantes : les filles abandonnent-elles l'école parce qu'elles doivent se marier ? Ou les filles sont-elles mariées parce qu'elles ont abandonné l'école ? Comment les normes, les attitudes et les perceptions du rôle des filles et des femmes dans la société influencent-elles ces décisions ? Quelles stratégies pouvons-nous adopter pour travailler à un changement positif des normes et des comportements ? Enfin, quel rôle l'éducation peut-elle jouer dans l'autonomisation des filles déjà mariées ?

Cette étude s'appuie sur les conclusions du rapport [Toward an End to child marriage](#), publié par Save the Children en 2018. Elle s'intéresse plus particulièrement à l'Afrique de l'Ouest et du Centre et met un accent particulier sur le lien entre le mariage des enfants et l'éducation des filles. Dans trois zones géographiques spécifiques au Niger, en Sierra Leone et en Côte d'Ivoire, elle cherche à comprendre comment les normes de genre définies localement sous-tendent les choix concernant le mariage des enfants et l'éducation des filles. Elle vise à donner un aperçu détaillé des facteurs contextuels spécifiques du mariage des enfants et de l'abandon scolaire des filles. En outre, l'étude examine comment l'éducation peut contribuer à l'autonomisation des filles déjà mariées. En s'entretenant avec des adolescentes mariées au Niger et en Sierra Leone, elle exprime leur point de vue sur ce qui fonctionne en leur offrant des possibilités d'apprentissage, et comment cela a contribué à leur autonomisation. En général, l'étude cherche à comprendre le rôle que les interventions dans le domaine de l'éducation peuvent jouer à la fois dans la prévention et dans la réponse au mariage des enfants. L'objectif général est d'améliorer les programmes de Save the Children sur le mariage des enfants et l'éducation des filles, et d'alimenter les campagnes publiques des bureaux de pays sur ces sujets.

³ Save the Children (2017), [Promoting girls' right to learn in West and Central Africa](#). (Basée sur les données d'UIS.)

⁴ Save the Children (2017) child marriage factsheet WCA (données compilées à partir des bases de données de l'UNICEF, du FNUAP et de la Division de la population du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU).

CONTEXTE

La question du mariage des enfants

Malgré les efforts déployés pour mettre fin au mariage des enfants dans le monde, on estime que 12 millions de filles sont encore mariées chaque année⁵. Une grande partie d'entre eux vit en Afrique de l'Ouest et du Centre. Six des dix pays où la prévalence du mariage des enfants est la plus élevée au monde sont situés en Afrique de l'Ouest et du Centre. Au Niger, par exemple, la prévalence du mariage des enfants est de 76%⁶. Bien que le nombre de mariages d'enfants dans la région diminue, c'est au rythme le plus lent de toutes les régions du monde. Si les tendances actuelles se maintiennent, près de la moitié des filles mariées dans le monde en 2050 seront des Africaines⁷.

Les filles qui sont mariées jeunes subissent une grave violation de leurs droits humains et voient leur développement compromis de plusieurs façons. Leur santé est menacée, le mariage augmentant la probabilité de grossesse précoce et la vulnérabilité au VIH.

Cette pratique est également associée à un risque plus élevé de violence conjugale et d'autres formes de violence. En général, le mariage des enfants perpétue l'inégalité. Les filles qui s'engagent dans le mariage d'enfants peuvent connaître l'isolement social, sont plus vulnérables au travail domestique forcé et voient leur accès aux possibilités d'emploi restreint ou refusé. Cela renforce un cycle de pauvreté pour la fille et ses futures filles, et a un impact négatif sur les économies nationales⁸.

Il a été démontré qu'il existe une forte corrélation entre le mariage des enfants et l'éducation des filles. En Afrique subsaharienne, le mariage des enfants est un facteur déterminant du faible niveau d'instruction des filles. Le taux d'alphabétisation chez les femmes qui se sont mariées quand elles étaient enfants est de 29%, contre 54% chez les femmes qui se sont mariées après 18 ans⁹. **Le mariage des enfants peut être la cause ou la conséquence de l'abandon scolaire.** Pousser une fille à se marier à cause des normes traditionnelles signifie souvent la retirer de l'école.



Isha* participe à un groupe communautaire soutenu par Save The Children, où elle reçoit du soutien, des conseils et un accès à des services de santé et d'éducation.

Sierra Leone

⁵ UNICEF (2018), [Child Marriage Around the World infographic](#) (consulté le 15 mai 2018).

⁶ Bases de données globales 2018 de l'UNICEF, consultées le 15 octobre 2019 sur <https://www.girlsnotbrides.org/where-does-it-happen/atlas/#/>

⁷ <https://data.unicef.org/resources/child-marriage-in-africa-brochure-2018/>

⁸ <https://www.girlsnotbrides.org/what-is-the-impact/>

⁹ Nguyen and Wodon (2014), Impact of child marriage on literacy and education attainment in Africa.

Même si une fille ne quitte pas l'école immédiatement après son mariage, les devoirs de la vie conjugale et de la grossesse qui y est associée limitent considérablement ses possibilités de terminer ses études. Inversement, le mariage peut être considéré comme une alternative après qu'une fille a abandonné l'école. Les mauvais résultats d'apprentissage, le faible poids économique et les risques de sécurité perçus comme étant liés à l'école peuvent amener les parents et/ou les filles à croire que le mariage est une meilleure option. Dans les contextes humanitaires, ces mécanismes sont encore exacerbés. L'insécurité et les déplacements réduisent l'accès à l'école, et les parents considèrent le mariage comme un moyen de protéger leur fille de la violence ou comme une stratégie pour faire face aux pertes de revenu.

En tout état de cause, l'éducation des filles s'est avérée être l'une des meilleures stratégies pour réduire le mariage des enfants.

Save the Children a calculé que l'éducation secondaire universelle pour les filles pourrait éviter 21,9 millions de mariages d'enfants d'ici 2030 en Afrique subsaharienne¹⁰. Dans la même logique, la Banque mondiale estime qu'en Afrique de l'Ouest et du Centre, chaque année supplémentaire qu'une fille passe à l'école secondaire réduit sa probabilité de se marier avant 18 ans de 7 % en moyenne¹¹. Malgré ces perspectives, l'accès des filles à l'éducation en Afrique de l'Ouest et du Centre reste le plus faible du monde. 28 millions de filles dans la région ne sont pas scolarisées¹². Surtout pendant l'adolescence, beaucoup de filles abandonnent l'école. Les raisons pour lesquelles les filles abandonnent l'école sont le mariage des enfants, mais aussi les grossesses précoces, la violence basée sur le genre à l'école, la mauvaise qualité de l'éducation et la pauvreté. **Tous ces facteurs s'expliquent par l'inégalité des normes de genre.** Les rôles basés sur le genre alimentent la réflexion sur la valeur des filles et leur éducation. En retour, le système éducatif renforce ces normes plutôt que d'enseigner l'égalité des sexes et l'autonomisation des filles.



Credit photo : Victoria Ziegler

Bintou, 14 ans, écrivant une lettre à son parrain. La rédaction de lettres appuie non seulement l'alphabétisation chez les enfants, mais permet aussi aux enfants d'établir des relations avec quelqu'un qui croit en eux, et en leur réussite.

Mali

¹⁰ Save The Children (2018), [Working together to end child marriage](#).

¹¹ Banque mondiale (2017), Education des filles et mariage précoce en Afrique de l'Ouest et du Centre. Eléments d'analyse pour la réunion de haut niveau d'octobre 2017 pour mettre fin au mariage des enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre

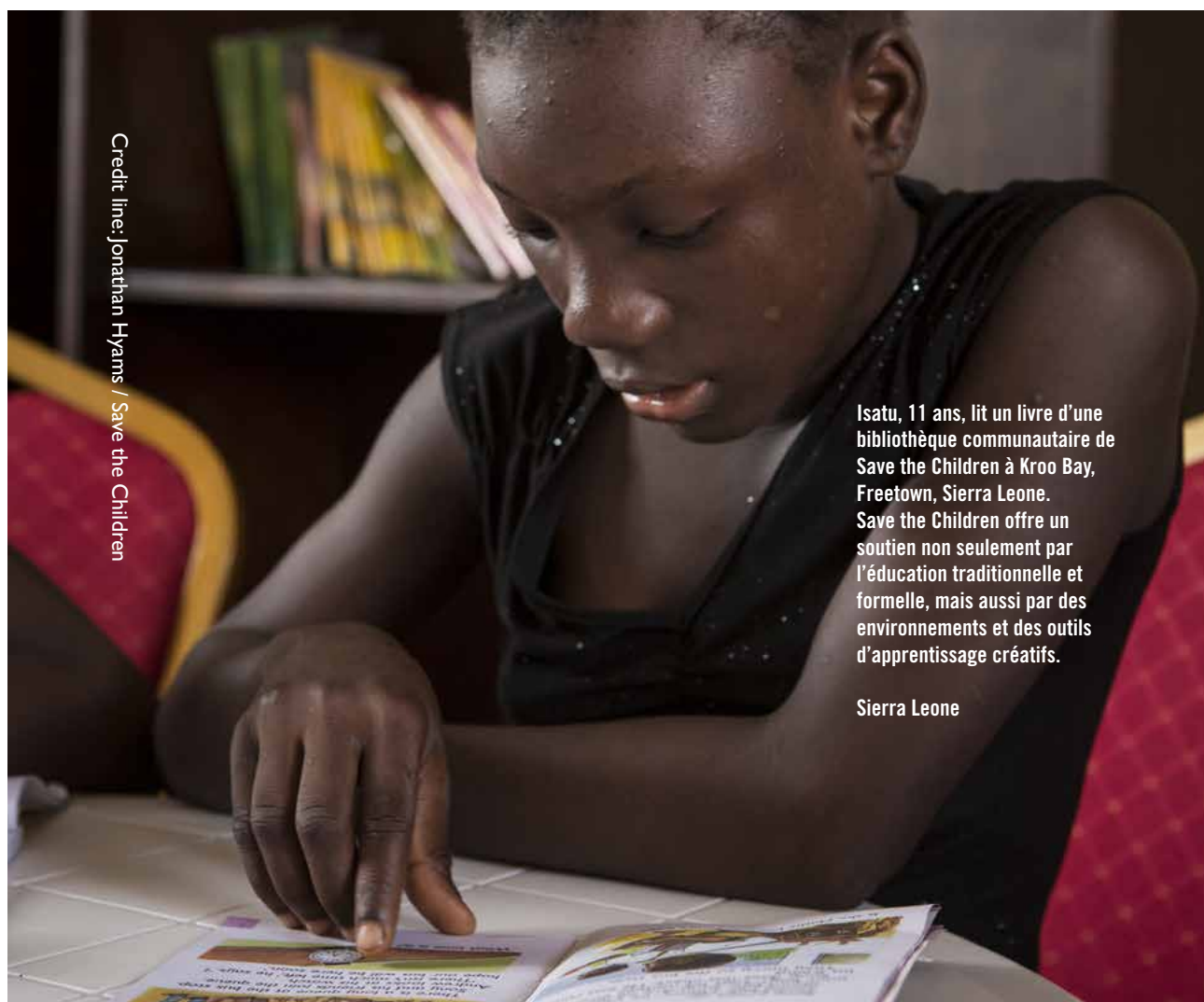
¹² Save the Children (2017), [Promoting girls' right to learn in West and Central Africa](#). (Basée sur les données d'UIS.)

Programmes portant sur le mariage des enfants

Les filles du Niger et de la Sierra Leone qui ont participé à cette étude ont participé à certains des rares programmes de Save the Children qui ciblent également les adolescentes mariées. L'étude de Save the Children des programmes sur le mariage des enfants (mis en œuvre par Save the Children et d'autres organisations) a révélé que très peu d'organisations se concentrent sur le soutien aux filles mariées. Parmi les 52 programmes de Save the Children qui ont été étudiés, 13 seulement cherchaient à répondre aux besoins des filles mariées, soit exclusivement, soit avec des adolescentes non mariées¹³. Et parmi les quelques programmes qui offrent des stratégies d'intervention pour les filles mariées, à la fois par Save the Children et d'autres organisations, il y en a encore moins qui incluent des interventions dans le domaine de l'éducation. La plupart des programmes mettent l'accent sur les connaissances et les services de la Santé sexuelle et reproductive, les méthodes parentales positives, les relations conjugales et l'autonomisation économique.

Il y a donc un manque d'expérience au sein et à l'extérieur de Save the Children dans l'utilisation de l'éducation comme mécanisme de solution pour l'autonomisation des filles mariées.

En ce qui concerne la prévention, d'autre part, les interventions dans le domaine de l'éducation sont bien reconnues comme une stratégie efficace pour prévenir le mariage des enfants. Dans l'étude des programmes sur le mariage des enfants mis en œuvre par Save the Children, divers projets d'éducation ont été cités comme des interventions essentielles de prévention du mariage d'enfants. Parmi ces interventions figurent les efforts visant à assurer la sécurité des filles à l'école et sur le chemin de l'école, à renforcer les cadres juridiques pour garantir l'accès à l'éducation jusqu'à l'âge de 16 ans, à intégrer le mariage des enfants, le genre et les droits des filles dans le programme scolaire standard et à améliorer la qualité de l'éducation¹⁴.



Credit line: Jonathan Hyams / Save the Children

Isatu, 11 ans, lit un livre d'une bibliothèque communautaire de Save the Children à Kroo Bay, Freetown, Sierra Leone. Save the Children offre un soutien non seulement par l'éducation traditionnelle et formelle, mais aussi par des environnements et des outils d'apprentissage créatifs.

Sierra Leone

¹³ Save the Children (2018), [Toward an end to child marriage. Lessons from research and practice in development and humanitarian sectors.](#)

¹⁴ Idem.



Une jeune mère dans un centre d'apprentissage au Burkina Faso. Participant au programme «Youth in Action» (YIA), le programme soutient les jeunes qui ne sont pas scolarisés en leur offrant des possibilités d'éducation, d'acquisition de compétences et des formations en entrepreneuriat.

Burkina Faso

Au **Niger**, les entretiens de cette étude ont été menés auprès d'adolescentes qui ont participé au Programme Le Mariage : Ce n'est pas un jeu d'enfant (Marriage: No Child's Play) qui est le programme sur le mariage des enfants de Save the Children le plus complet et le plus financé. Ce programme quinquennal (2016-2020) est actuellement mis en œuvre en Inde, au Pakistan, au Malawi, au Mali et au Niger par l'Alliance More than Brides qui comprend Oxfam, Simavi, Population Council et Save the Children. Le programme vise à prévenir les mariages d'enfants, ainsi qu'à apporter un soutien aux filles déjà mariées.

Le programme a cinq objectifs principaux :

1. Les jeunes sont mieux informés sur leur Santé et leurs Droits en matière de Sexualité et de Reproduction et sont habilités à exprimer leurs besoins et leurs droits.
2. Accès accru à l'éducation formelle, aux opportunités économiques et aux systèmes de protection de l'enfance pour les filles à risque et affectées par le mariage des enfants, et leurs familles.
3. Utilisation accrue des services portant sur la Santé et les Droits en matière de Sexualité et de Reproduction qui répondent aux besoins des jeunes, en particulier des filles à risque ou affectées par le mariage des enfants.

4. Un engagement et une action sociale collective accrus contre le mariage des enfants et en faveur de la Santé et des Droits en matière de Sexualité et de Reproduction des adolescents.

5. Mise en place d'un environnement juridique et politique favorable, fondé sur les droits, pour lutter contre le mariage des enfants.

Parmi les stratégies mises en place pour l'atteinte de ces résultats, il y a l'autonomisation des adolescentes à travers des aptitudes sociales et une éducation SDRS adaptée aux jeunes, un accès accru à l'éducation et aux opportunités économiques comme alternatives au mariage, l'implication d'une variété de parties prenantes pour le changement des normes sociales et le développement d'un environnement communautaire favorable, et la collaboration avec les partenaires locaux et le gouvernement pour mener un dialogue politique et des activités de plaidoyer en vue d'améliorer les environnements législatifs et politiques nationaux.

Au Niger, le programme est mis en œuvre dans les régions de Maradi et Tillabéri. Ces deux régions présentent des taux de mariage des enfants élevés (77,9% à Maradi, 41,0% à Tillabéri) et les niveaux de scolarisation des adolescentes y sont très faibles (3,7% des filles de 15 ans sont scolarisées à Maradi en 2018, 38,3% à Tillabéri)¹⁵. Le rapport de référence du programme montre que dans les deux régions, la scolarisation des filles commence à baisser vers l'âge de 14 ans.

¹⁵ Données de l'enquête démographique et de santé (EDS) citées dans More Than Brides Alliance (2018), Rapport d'évaluation intermédiaire.

Le faible engagement économique et la faible scolarisation montrent qu'en dehors du mariage, il existe peu d'alternatives pour les adolescentes de ces régions.

En **Sierra Leone**, l'étude a collaboré avec des adolescentes qui ont participé au projet Right to be a Girl. Ce projet, dont l'objectif principal est de prévenir et de réduire l'acceptation et la pratique du mariage des enfants, tout en veillant à ce que les adolescentes déjà mariées aient accès aux soins de santé, à l'éducation et à la protection ainsi qu'à un soutien social et à des moyens de subsistances, s'est déroulé sur 4 ans (2017-2021). Les activités sont mises en œuvre dans 24 communautés du district de Pujehun.

Le projet cherche à atteindre 3 résultats clés:

1. Au moins 1 080 adolescentes mariées bénéficient de réseaux sociaux plus solides et de relations plus positives avec leur mari; d'actifs économiques, d'une éducation et des possibilités de subsistance plus accrues; et font preuve d'une connaissance et d'une utilisation accrues des pratiques de garde d'enfants saines;
2. 800 adolescents célibataires (400 hommes, 400 femmes) font preuve d'une utilisation accrue de pratiques sécuritaires en matière de santé sexuelle et reproductive (SSR), à la suite de conversations plus régulières avec leurs parents sur les questions de SSR, au sein de communautés qui prennent des mesures pour lutter contre les grossesses et les mariages précoces;
3. L'Etat Sierra Léonais et le gouvernement local de Pujehun prennent des mesures spécifiques pour lutter contre les grossesses et les mariages précoces d'adolescentes à travers des amendements de lois, la mise en œuvre de politiques et / ou par des allocations budgétaires.

Le projet vise à réaliser un changement durable au niveau individuel, familiale/ communautaire, au niveau du district et du pays. Les espaces sûrs pour les filles mariées, les visites à domicile, l'appui à l'éducation, la formation professionnelle et les activités de renforcement de la situation financière, les associations villageoises d'épargne et de crédit, la formation aux aptitudes sociales, l'engagement communautaire, le plaidoyer local et national et les campagnes de sensibilisation du public sont tous des stratégies pour atteindre ces résultats.

En Sierra Leone, 39% des filles sont mariées avant l'âge de 18 ans¹⁶. Le pays présente en même temps l'un des taux de grossesse chez les adolescentes les plus élevés au monde. En 2013, 28% des adolescentes âgées de 15 à 19 ans étaient déjà enceintes¹⁷. En ce qui concerne l'éducation, 65% des filles achèvent leur cycle primaire, tandis que 42% accèdent à la fin du premier cycle du secondaire mais 15% seulement parviennent à terminer le deuxième cycle du secondaire¹⁸. La plupart des filles impliquées dans cette étude (90%) ont déjà été scolarisées. Mais 78% d'entre elles avaient quitté l'école au primaire ou au secondaire tandis que 22% poursuivent leurs études.

En **Côte d'Ivoire**, la recherche a été menée dans la région de Kabadougou, qui fait partie du département d'Odienné, situé dans le nord-est du pays. Le nord-est de la Côte d'Ivoire est caractérisé par des niveaux élevés de mariage d'enfants, avec 48% des filles mariées avant l'âge de 18 ans (le taux moyen pour l'ensemble du pays est de 32,1%). Cette région présente également les indices de parité entre les sexes les plus faibles: 0,88 au primaire et seulement 0,45 au secondaire. 42,7% des filles terminent le premier cycle du secondaire et seulement 19,4% parviennent à terminer le deuxième cycle du secondaire¹⁹. L'étude a travaillé avec des filles non scolarisées et des filles qui poursuivent leurs études.

¹⁶ UNICEF (2017), La situation des enfants dans le monde.

¹⁷ Enquête démographique et de santé (EDS) Sierra Leone, 2013.

¹⁸ Institut de statistique de l'UNESCO (ISU).

¹⁹ Toutes les données obtenues via l'EDS 2012 et le MICS 2016, <https://dhsprogram.com/publications/publication-FR330-Other-Final-Reports.cfm>.

Les programmes de lutte contre le mariage des enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre de Save the Children :

Programme ou Intervention	Pays, Années	Populations cibles	Description
Le mariage : Pas un jeu d'enfant (Marriage: No Child's Play)	Mali, Niger, 2016–20	Adolescentes (mariées et célibataires) et autres parties prenantes	Modéliser un programme socio-écologique pour permettre aux filles de décider si et quand elles doivent se marier et poursuivre leur santé et leurs droits en matière de sexualité et de reproduction dans un environnement favorable
Le Droit d'être une fille (The Right to be a Girl)	Sierra Leone, 2017–21	Filles mariées et célibataires	Approche socio-écologique pour prévenir et réduire l'acceptation et la pratique du mariage précoce, tout en assurant un soutien aux adolescentes qui sont déjà mariées.
Les étapes de la vie (Life Steps)	Nigéria, 2014–17	Adolescents, familles, communautés, gouvernements et chefs religieux	Modèle global pour aborder le mariage des enfants à tous les niveaux, de l'autonomisation des adolescents et la formation professionnelle à l'amélioration des connaissances familiales et communautaires, en passant par la formation des OSC et le renforcement du cadre législatif.
Bien Grandir! (Growing Up Great!)	RDC, 2015–20	Les très jeunes adolescents âgés de 10 à 14 ans et leurs parents, les couples nouvellement mariés, les nouveaux parents et les enseignants.	Activités des clubs scolaires et extrascolaires ainsi que l'engagement de la famille et de la communauté pour améliorer les normes d'équité entre les sexes, la planification familiale et les pratiques et résultats pour ce qui concerne leur santé et leurs droits en matière de sexualité et de reproduction
Projet panafricain d'éducation sexuelle complète (Pan-African CSE and Information Project)	Côte d'Ivoire, Libéria, Nigéria, Sénégal	Les membres de la communauté, y compris les parents, les enseignants, les dirigeants communautaires et religieux	L'éducation à la santé et aux droits en matière de sexualité et de reproduction pour changer les perceptions restrictives concernant le genre, la sexualité et le mariage des enfants

Réduire le nombre de mariages précoces et forcés chez les enfants (Reducing Child Early and Forced Marriage)	Sierra Leone, Burkina Faso, 2018–21	Pas clair	Prévention du mariage des enfants intégrée à la santé et aux droits en matière de sexualité et de reproduction, à l'éducation et à la protection de l'enfant
Ressources vers l'Élimination de la vulnérabilité des Enfants (REVE) (Resources Towards Elimination of Child Vulnerability (REVE))	Côte d'Ivoire, 2015–20	Filles âgées de 12–24, parents, et membres de la communauté	Sensibilisation des parents, du personnel soignant et des membres de la communauté et autonomisation des filles par l'information exacte et l'éducation complète sur la sexualité, les pressions culturelles, les grossesses précoces, les normes de genre, les VBG et les conséquences de la maltraitance des enfants.
Ce n'est pas une façon de se marier (That's No Way to Marry)	Mali, Niger, 2015–16	Adolescents, communautés, enseignants et autres parties prenantes	Formation sur la santé et les droits en matière de sexualité et de reproduction et la maltraitance des enfants dans les clubs de jeunes existants ; formation des enseignants et autres professionnels sur les droits et la protection des enfants, et une campagne radiophonique
Jusqu'au dernier enfant (Every Last Child)	Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, 2016–en cours	Diverses, y compris des adolescentes	Initiative mondiale de plaidoyer pour contribuer à l'atteinte des objectifs de développement durable et aux ambitions innovantes de SC, en mettant l'accent sur l'exclusion. Certains pays se concentrent sur la maltraitance des enfants.

Source: Save the Children (2018), Toward an end to child marriage. Lessons from research and practice in development and humanitarian sectors.



Ada*(à gauche) et Isatu*(à droite) en Sierra Leone sont toutes deux inscrites au programme de Save the Children Second Chance qui offre des formations aux mères adolescentes et un espace de dialogue et de soutien.

Sierra Leone

MÉTHODOLOGIE

L'étude a utilisé des méthodes mixtes et comprend 2 composantes principales: une étude de terrain dans le nord-est de la Côte d'Ivoire et des entretiens avec les bénéficiaires des programmes Save the Children au Niger et en Sierra Leone. En Côte d'Ivoire l'étude de terrain a utilisé une combinaison de méthodes de recherche quantitatives et qualitatives. L'étude a été menée dans 5 communautés de la région de Kabadougou: 3 quartiers de la ville d'Odienné et 2 villages du département d'Odienné. Les 3 quartiers ont été sélectionnés car ils présentent chacun un ensemble de caractéristiques socio-économiques et de types d'habitations différent (résidentiel, populaire et périphérique). Chacun des quartiers et des villages a une école primaire et se trouve non loin d'une école ayant un cycle moyen secondaire. Les participants à la recherche ont été regroupés en 3 niveaux différents. Au niveau macro, l'étude a impliqué la Direction régionale de l'éducation nationale (DREN), l'Inspection de l'Enseignement Préscolaire et Primaire (IEPP) et le Centre Régional de la Mutualité des Œuvres Sociales en Milieu Scolaire (CREMOSS). Le niveau intermédiaire a impliqué les leaders communautaires (chefs religieux et chefs de quartier et de village) et les organisations de la société civile qui travaillent sur l'éducation et les droits des femmes et des enfants (CARITAS, ISTA). Et au niveau micro, l'étude a travaillé avec des enseignants et des chefs d'établissement, des parents et des adolescents, filles et garçons.

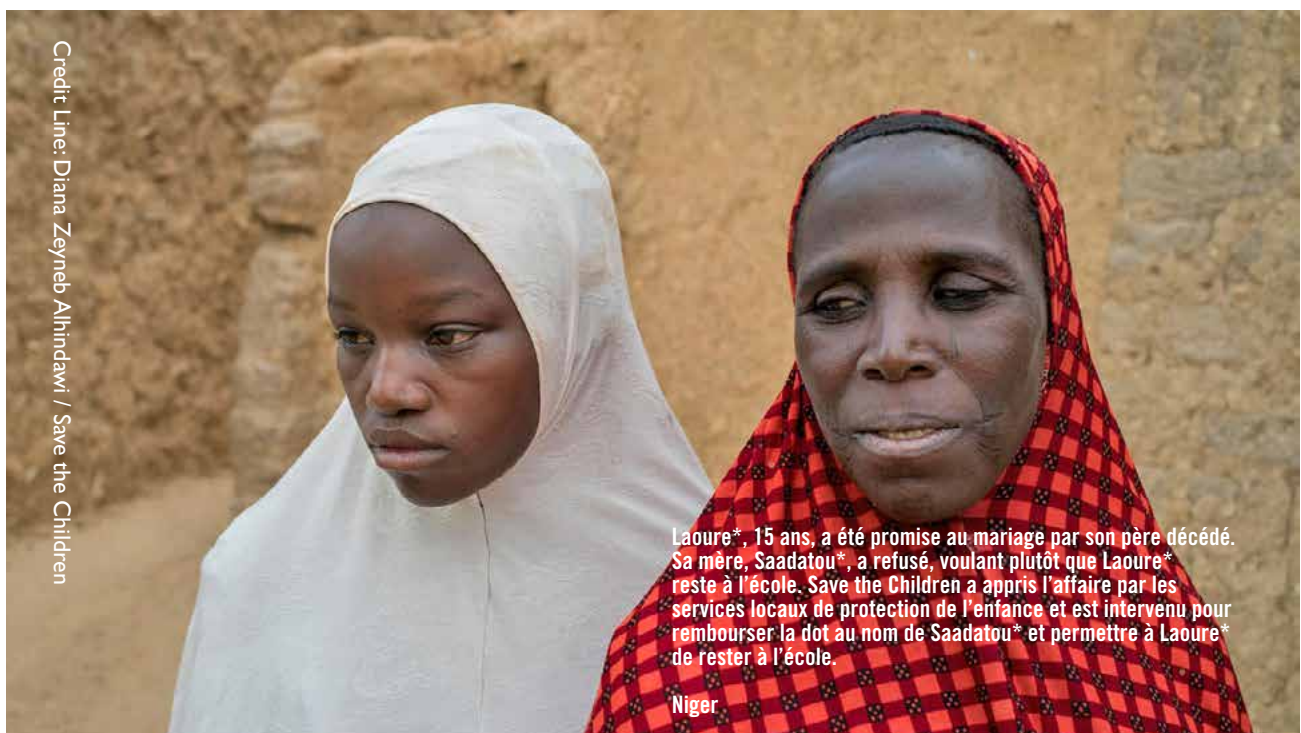
La partie quantitative de la recherche comprend des enquêtes menées auprès de 150 écolières (du CMI jusqu'au premier cycle du secondaire), 75 filles non scolarisées et 69 enseignants. Deux types d'enquêtes ont été utilisés: une enquête dans le but d'obtenir des renseignements auprès des enseignants (annexe 7) et une autre auprès des adolescentes (annexe 8). L'enquête des enseignants a été utilisée pour recueillir des représentations sociales du mariage des enfants et de l'éducation des filles, et pour étudier le lien entre l'abandon scolaire et le mariage des enfants. L'enquête auprès des filles a été utilisée pour recueillir des explications sur l'abandon scolaire et le mariage des enfants. La partie qualitative de la recherche comprend 44 entretiens semi-directifs, 12 focus group et 5 histoires personnelles. Les entretiens semi-directifs ont été menés avec des parents, des leaders communautaires, des inspecteurs scolaires et des acteurs de la société civile. Les entretiens visaient à explorer les causes du mariage des enfants et de l'abandon scolaire, les stratégies passées et présentes pour maintenir les filles à l'école et éviter le mariage des enfants, et des solutions proposées. 12 focus group ont été organisés, 5 avec des écolières, 5 avec des écoliers, 1 avec des femmes et 1 avec des hommes. Les discussions ont porté sur les causes du mariage des enfants et de l'abandon scolaire, ainsi que sur le rôle des femmes au sein de la communauté. Dans chaque communauté (5), une fille non scolarisée a raconté, à travers une histoire personnelle,

ses expériences sur l'abandon scolaire et / ou le mariage.

Au **Niger** l'étude a utilisé une méthode qualitative, basée sur des entretiens et des focus group avec les bénéficiaires du programme Marriage No Child's Play (MNCP). La recherche n'a pas été conçue comme une évaluation de l'impact du programme, mais plutôt comme un complément aux évaluations formelles en ajoutant des voix d'enfants. L'étude a été menée dans 4 des 10 villages impliqués dans le programme MNCP. Dans chaque village, 2 à 3 entretiens individuels avec des filles mariées ont été menés, ainsi qu'un focus group avec des filles mariées et 1 avec des maris de filles mariées. Chaque focus group a vu la participation de 7 à 9 personnes. Un total de 9 entretiens individuels et 8 focus group ont été inclus dans l'étude. Au total, 70 personnes ont participé à l'étude (40 femmes et 30 hommes). 3 outils d'entretien différents ont été utilisés, un pour les entretiens individuels (annexe 1), un pour les focus group avec les filles mariées (annexe 2) et un pour les discussions avec les maris (annexe 3). Les outils ont été développés pour obtenir des représentations sociales du mariage, des rôles basés sur le genre et de l'éducation, ainsi que des avantages perçus du programme.

Afin d'étudier l'impact éventuel du programme sur l'autonomisation, l'outil comprenait des éléments d'autonomisation basés sur van Eerderwijk et al. (2017)²⁰. Les chercheurs ont sélectionné les éléments qui avaient un lien avec les objectifs du programme. Ces éléments étaient : l'Organisation - avec comme sous-composantes la prise de décision, l'action collective et le leadership - et les Ressources - avec les sous-composantes suivantes : l'intégrité corporelle, la conscience critique et les actifs. Les questions utilisées pour explorer ces composantes ont été partiellement empruntées à des outils existants, tels que ceux utilisés par Buchmann et al. (2018)²¹ et Glennerster et al. (2018)²².

L'étude effectuée en **Sierra Leone** a également utilisé une méthode qualitative, basée sur des entretiens avec des informateurs clés, des focus group et des entretiens individuels avec les bénéficiaires du programme Right to be a Girl. L'étude a mené 5 focus group avec un total de 50 adolescentes mariées, 20 entretiens individuels avec des filles mariées, 20 entretiens individuels avec les maris des filles mariées et 10 entretiens d'informateurs clés avec les parties prenantes qui avaient été impliqués dans le projet et qui communiquaient régulièrement avec les adolescentes mariées. Les outils d'entretien ont été testés et adaptés au contexte local (annexe 1-3). Les données ont été collectées dans le district de Pujehun au sud de la Sierra Leone, dans les communautés de Jendema, Sulima et Fairo (près de la frontière avec le Libéria) et à Karlu et Matakan (plus proche de la ville de Pujehun).



²⁰ A. van Eerdewijk, F. Wong, C. Vaast, J. Newton, M. Tyszler & A. Pennington (2017) White Paper: A Conceptual Model of Women and Girls' Empowerment.

²¹ N. Buchmann, E. Field, R. Glennerster, S. Nazneen, S. Pimkina, I. Sen (2018), Power vs Money: 22 Alternative Approaches to Reducing Child Marriage in Bangladesh, a Randomized Control Trial.

²² R. Glennerster, C. Walsh, L. Diaz-Martin (2018), A Practical Guide to Measuring Women's and Girls' Empowerment in Impact Evaluations.

RÉSULTATS

La signification sociale du mariage

En ce qui concerne les causes du mariage des enfants qui sont évoqués dans l'étude, le Niger, la Sierra Leone et la Côte d'Ivoire ont présenté des différences significatives. Cependant, dans les 3 pays, il est clairement indiqué que le mariage est une institution sociale importante. Il est l'un des éléments constitutifs de base de la tradition et de la religion. **Le mariage est une étape essentielle vers l'intégration sociale d'une personne au sein de la communauté.** Il accorde aux femmes un statut social particulier et rehausse le respect et la dignité des femmes et de leurs familles. Cela leur permet d'être davantage considérées au sein de leur communauté. Les notions de respect et d'honneur sont très présentes dans le discours des personnes interrogées. Dans les communautés musulmanes, le mariage comporte également un aspect religieux, car il assure aux femmes mariées une récompense Divine. Avant de se marier, les hommes doivent terminer leur étude du Coran, afin qu'ils connaissent les droits et obligations liés au mariage.

*«Le mariage valorise la femme.»
(Fille, Niger)*

*«Le mariage garantit l'avenir d'une femme.»
(Fille, Côte d'Ivoire)*

*« C'est important parce qu'une femme a droit à un foyer. Lorsqu'une fille est mariée, elle est plus respectée. »
(Femme, focus group, Côte d'Ivoire)*

*« Dans notre coutume islamique, si une femme est mariée, elle est respectée, elle est très respectée. Si une femme est mariée, lorsqu'elle décède, le jour de sa prière, tout le monde se concentre sur la prière parce qu'elle est mariée. »
(Femme, focus group, Côte d'Ivoire)*

Rôles basés sur le genre

Les conceptions du mariage montrent comment les rôles basés sur le genre sont définis au sein de la communauté. Dans les 3 pays, le Niger, la Sierra Leone et la Côte d'Ivoire, la répartition des rôles au sein du mariage entre les femmes et les hommes est effectuée de manière précise. Les hommes sont les principaux pourvoyeurs, tant sur le plan financier que sexuel. Un homme doit répondre aux besoins financiers et physiques de sa femme.

Les femmes doivent s'occuper des enfants et des tâches ménagères. Dans les entretiens au Niger, l'accent a été mis sur le concept d'obéissance. Les femmes doivent obéir à leur mari dans tous les aspects de la vie. Ils doivent demander leur autorisation pour la majorité de leurs activités, comme le fait de quitter la maison ou de démarrer une activité économique, etc. Dans la plupart des cas, il est permis aux femmes de prendre leurs propres décisions en ce qui concerne leurs revenus économiques et leurs visites médicales au centre de santé. Même s'ils consultent leur femme sur les décisions relatives à la famille et au ménage, les hommes sont les décideurs. Comme l'a dit un homme: « Ma femme est mon alliée que je consulte ». Les obligations sexuelles semblent fonctionner dans les deux sens. Les femmes devraient accepter chaque «invitation au lit conjugale» faite par leur mari. Inversement, un mari doit répondre aux sollicitations sexuelles de sa femme. La désobéissance au mari peut faire subir à une femme des violences et conduire au divorce. Étonnamment, les femmes interrogées au Niger semblent se donner la responsabilité de la violence, affirmant que « la plupart du temps, ce sont les femmes qui causent la violence parce qu'elles sont difficiles ». En général, le mariage est lié à la notion de liberté de manière quelque peu contradictoire. Le mariage donne à une fille la liberté, car elle est libérée de l'autorité de ses parents et elle peut gérer son propre ménage. En même temps, cette liberté nouvellement retrouvée est restreinte en raison de la soumission à la volonté de son mari. Au Niger, les filles qui ont participé à l'étude ont cité cette liberté restreinte et l'obéissance attendue comme l'un des principaux inconvénients du mariage.

Ces rôles basés sur le genre et établis par la société définissent également le sens donné à l'éducation d'une fille. Au Niger et en Côte d'Ivoire, **l'éducation des filles est essentiellement considérée comme une éducation traditionnelle et religieuse.**

La responsabilité de cette éducation incombe avant tout à la famille. Et le mariage constitue une partie essentielle de l'éducation d'une fille. Il s'agit du parachèvement de la «bonne éducation» qu'une famille a offerte à sa fille. Au Niger, une fois mariée, c'est son mari qui devient son principal «éducateur». Il est responsable de son éducation morale et religieuse. Ces conceptions de l'éducation mettent l'accent sur l'éducation au sein du foyer plutôt que sur la scolarisation formelle.

*«Mon mari a la responsabilité de me nourrir, de m'habiller, d'être dans mon lit et de m'instruire sur mon comportement et ma religion.»
(Fille, Niger)*

Mère célibataire a 15 ans, Isatu*, participe actuellement au projet «Seconde chance» de Save the Children qui soutient les mères enfants par le biais de la formation professionnelle afin que les jeunes filles puissent créer leur propre entreprise ou obtenir un emploi.

Sierra Leone

Causes du mariage des enfants

Les études au Niger, en Sierra Leone et en Côte d'Ivoire semblent indiquer qu'il existe des différences importantes dans les raisons du mariage d'une fille avant l'âge de 18 ans. **Au Niger, la tradition a une grande influence sur les décisions concernant le mariage.** Plusieurs filles impliquées dans l'étude affirment que leurs parents les ont mariées, « parce que j'avais l'âge de me marier ». Les filles se marient pour le simple fait qu'elles ont l'âge qui est traditionnellement considéré comme le bon âge pour se marier. Presque toutes les filles et les femmes impliquées dans l'étude au Niger ont été mariées par leurs parents ou grands-parents. Cette coutume ne semble pas changer avec le temps. Ce qui change, c'est que la fille elle-même est désormais plus impliquée dans la prise de décision et qu'elle donne son consentement au mariage.

*«Ma grand-mère a décidé de me marier, car j'étais sous sa responsabilité et pour protéger la réputation de notre famille puisque j'avais l'âge de me marier.»
(Fille, Niger)*

En Côte d'Ivoire et en Sierra Leone, le mariage des enfants est d'abord une réponse au problème répandu des grossesses précoces.

En Sierra Leone et en Côte d'Ivoire, les grossesses pendant le cursus scolaire («grossesses en milieu scolaire») sont une grande préoccupation. En 2016-2017, le ministère de l'Éducation de la Côte d'Ivoire a enregistré 4276 cas de grossesse en milieu scolaire, dont 4137 au secondaire et 139 au primaire ²³.

Le mariage des enfants est considéré comme une réponse adéquate à ce problème. Les écolières interrogées en Côte d'Ivoire citent «la grossesse pendant le cursus scolaire» et «le contrôle de la vie sexuelle d'une fille» parmi les raisons les plus importantes du mariage des enfants. Cependant, entre la Sierra Leone et la Côte d'Ivoire la réponse exacte diffère. Dans l'étude menée en Sierra Leone, les filles se marient après leur grossesse, de sorte que le mari peut subvenir aux besoins de la mère adolescente et de son bébé. Dans l'étude menée en Côte d'Ivoire, les parents donnent leurs filles en mariage «préventivement», pour éviter qu'elles ne tombent enceintes en dehors du mariage. Ils commencent à envisager le mariage à partir du moment où leurs filles atteignent la puberté et ont leurs premières menstruations.

²³ Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Technique, Rapport d'analyse statistique du Système Éducatif 2016-2017, Direction des Stratégies, de la Planification et des Statistiques (DSPS).

« Parce que si elle tombe enceinte avant l'âge de 18 ans, il y a des filles qui tombent enceintes à 12 ou 13 ans. Maintenant, pourquoi allez-vous la laisser errer jusqu'à ce qu'elle ait 18 ans. Vous dites qu'elle doit choisir son mari, vous dites que si quelqu'un vient vous voir, vous ne pouvez pas la forcer. Si elle tombe enceinte et que le monsieur dise maintenant que la grossesse n'est pas de lui. Que faire? C'est donc la loi même qui a gâché nos coutumes. »
(Parent, Côte d'Ivoire)

« Ici, dans notre région, ce n'est pas une question d'âge. Normalement, si vos parents sont d'accord avec la personne qui veut vous épouser et que vous vous aimez tous les deux, à 15 ans, 16 ans, si vous êtes d'accord et que vous vous aimez, la famille fait le mariage. »
(Femme, Côte d'Ivoire)

« Parce que le premier homme dont j'étais enceinte m'a refusé et donc après avoir accouché, ma grand-mère a dit que je devrais me marier et les parents de mon mari ont donc décidé que leur fils m'épouse. »
(Fille, Sierra Leone)

« Lorsque les filles tombent enceintes à l'école, elles sont rejetées par leurs parents. »
(Fille, Sierra Leone)

Ce qui est courant au Niger, en Sierra Leone et en Côte d'Ivoire, c'est que **le mariage est une question d'honneur**. Il est de la responsabilité des parents de donner leurs filles en mariage, de préférence en tant que vierges ou au moins sans avoir d'enfants. S'ils y parviennent, cela renforce leur statut social et fait honneur à la famille. Dans le cas contraire, lorsqu'une fille tombe enceinte sans être mariée, cela est une honte et un déshonneur pour elle et sa famille.

« Le mariage ici est une question d'honneur. Tout d'abord, c'est un contrat entre deux familles. Pour la fille qui se marie un peu plus tôt, surtout une vierge, c'est un honneur pour la famille. On sait que dans la tradition, la fille qui se marie tôt est vierge. Cela prouve que la fille a reçu une bonne éducation de sa famille. »
(Femme, Côte d'Ivoire)

« Les mariages sont toujours basés sur les anciennes traditions. Tant que votre fille n'est pas mariée, vous n'êtes pas bien considérée dans le quartier, surtout dans le domaine religieux. »
(Leader communautaire, Côte d'Ivoire)

Outre la signification traditionnelle du mariage et l'importance d'éviter les grossesses hors mariage, il y a une autre raison plus pragmatique que les gens évoquent pour donner les filles en mariage plus tôt. Le mariage d'une fille peut alléger le fardeau financier de la famille. Cette raison est évoquée dans les trois études, au Niger, en Sierra Leone et en Côte d'Ivoire. Interrogées sur les principales causes du mariage des enfants, les écolières et les enseignants en Côte d'Ivoire citent la **pauvreté** comme première cause. Dans l'étude en Sierra Leone, de nombreuses filles témoignent que leurs parents ne pouvaient pas s'occuper d'elles et que leur mari a assumé le rôle de principal soutien. En donnant une fille en mariage, la famille aura une bouche de moins à nourrir, tout en recevant une dot sous forme de cadeaux et d'argent. Dans une région où de nombreuses familles sont socialement et économiquement vulnérables, cela peut être un catalyseur pour le mariage des enfants. Le mariage peut même faire partie d'un pacte financier formel entre les familles et être utilisé comme un moyen d'alléger une dette.

« Il y a un problème de pauvreté dans les villages. Il y a un certain nombre de pactes. La majorité des parents sont des agriculteurs. Si le parent est démuné et a contracté un prêt auprès d'une personne qui a plus de moyens que lui, il devra donner sa fille en mariage pour rembourser cette dette. »
(Enseignant, Côte d'Ivoire)



Le rôle de l'éducation des filles dans la prévention du mariage des enfants

Dans ce contexte de définitions sociales du mariage et de la féminité, l'éducation des filles joue un rôle spécial. Dans la région de Kabadougou, en Côte d'Ivoire, l'accès des filles à l'éducation s'est amélioré ces dernières années. Les taux de participation des filles dépassent même ceux des garçons dans l'enseignement primaire, (voir figure 1). Les enseignants et les membres de la communauté interrogés indiquent que la loi sur l'enseignement obligatoire, le fait que l'éducation est gratuite et la sensibilisation accrue des parents sont les principales causes de ce changement.

«Dans le passé, les parents étaient très réticents à envoyer leurs filles à l'école. Chez eux, c'est le garçon qui s'occupe de la famille et la fille est reléguée au second rôle. Aujourd'hui, grâce aux campagnes de sensibilisation, nous avons souvent plus de filles que de garçons dans les classes. Les parents ont compris que la fille peut mieux s'occuper de la famille que l'homme. Il y a un équilibre ici.»
(Directeur d'école, Côte d'Ivoire)

Cependant, la fréquentation scolaire des filles diminue lorsque les filles accèdent à l'enseignement secondaire. Dans la région de Kabadougou, le taux brut de scolarisation des filles dans le premier cycle du secondaire est de 48,40%, contre 53,80% pour les garçons. Dans le second cycle de l'enseignement secondaire, les taux baissent encore plus, avec 18,90% pour les filles, contre 26,90% pour les garçons (voir figure 1). Plus de la moitié des filles qui entrent à l'école primaire n'atteignent pas le premier cycle du secondaire. Et seulement une fille sur cinq réussit à entrer dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire.

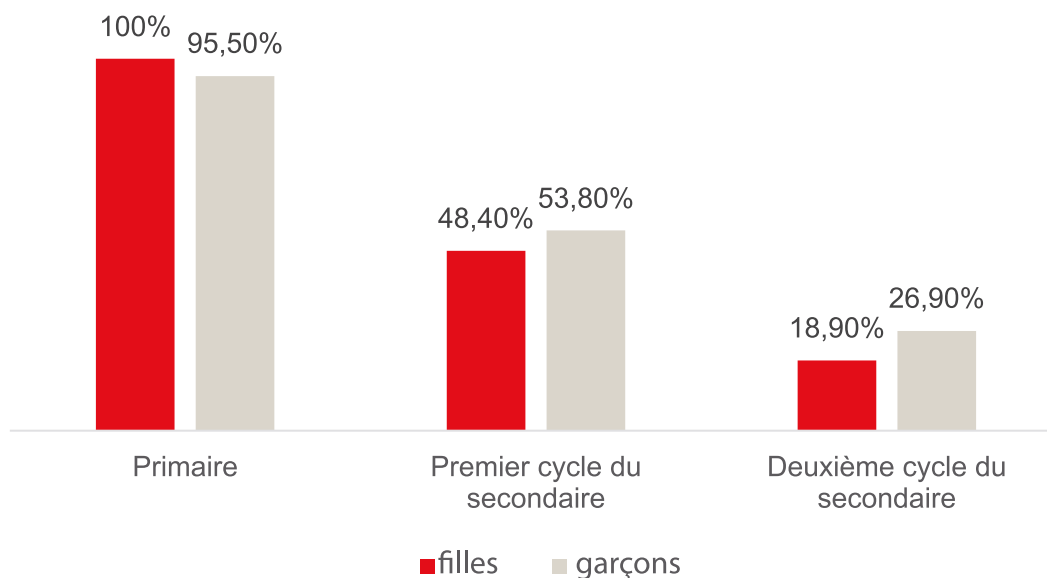


Figure 1 : Taux bruts de scolarisation dans le primaire et le secondaire en 2017-2018 dans la région de Kabadougou .
Source : Données statistiques du ministère de l'Éducation 2017-2018, DSPS.

«Il faut dire qu'au préscolaire et au primaire, il y a autant de filles que de garçons à l'école. C'est le constat que nous faisons au niveau de l'entrée à l'école primaire. C'est avec le temps que l'on s'aperçoit que la tendance s'inverse, c'est-à-dire qu'au fur et à mesure que la scolarisation progresse, on se rend compte qu'en arrivant dans les classes supérieures, le nombre de filles a diminué par rapport au nombre de garçons».
(Inspecteur de l'éducation, Côte d'Ivoire)

Cette diminution de la participation des filles à l'école pendant l'adolescence est un phénomène bien connu en Afrique de l'Ouest et du Centre. La transition de l'école primaire à l'école secondaire est difficile pour un grand nombre de filles dans toute la région.

Comme indiqué précédemment, en Afrique de l'Ouest et du Centre, 70 % des filles entrent à l'école primaire, mais seulement 36 % terminent le premier cycle du secondaire²⁴.

Les justifications de cet abandon à la fin du primaire diffèrent légèrement d'un groupe de répondants à l'autre. Le premier groupe de personnes interrogées était celui des filles qui ont elles-mêmes abandonné l'école. La principale raison évoquée par ces filles était le manque de moyens financiers au sein de la famille (32 %)²⁵. La deuxième raison la plus souvent citée était la grossesse précoce (16 %). Et la troisième raison la plus souvent citée était le fait d'avoir à refaire la même classe plusieurs fois (15 %). Le mariage des enfants ne représentait que 4 % des raisons citées pour le décrochage scolaire (voir figure 2).

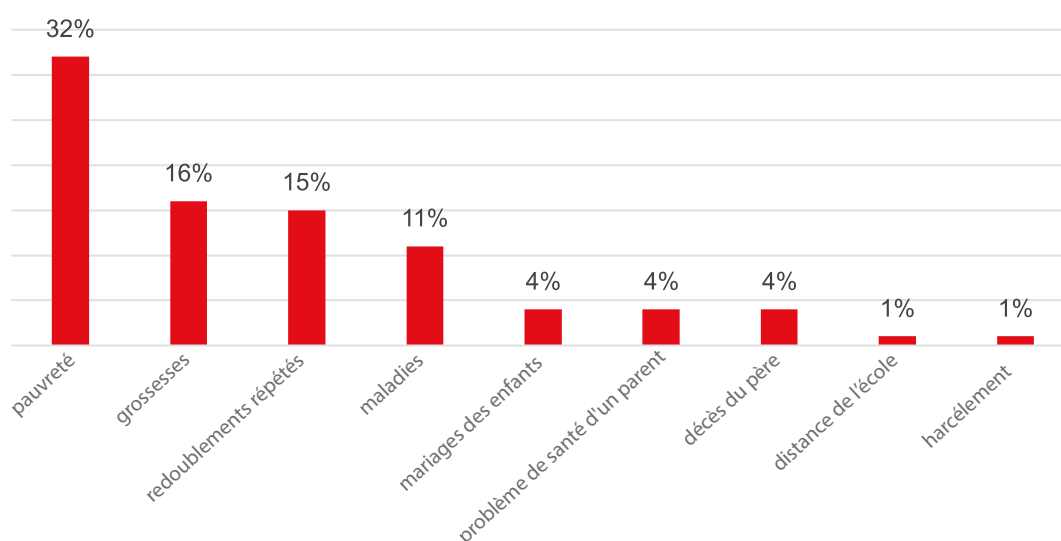


Figure 2 : Raisons de l'abandon scolaire selon les filles non scolarisées

²⁴ Save the Children (2017), [Promouvoir le droit des filles à apprendre en Afrique de l'Ouest et du Centre.](#) (D'après les données de l'ISU.)

²⁵ Les répondants pouvaient choisir plus d'une raison dans une liste de raisons.

«Parce que mon père n'en avait pas les moyens. Il avait arrêté son travail, donc il n'avait pas beaucoup d'argent. Ma grand-mère était malade. Nous étions nombreux à l'école, il y avait mes frères avec moi, alors j'ai dû arrêter l'école.»
(Fille non scolarisée, Côte d'Ivoire)

«C'est à cause de ma grossesse que je suis ici maintenant. Quand je suis tombée enceinte, je ne suis pas retournée à l'école. J'étais en CE2.»
(Fille non scolarisée, Côte d'Ivoire)

«L'école avait égaré mon certificat de naissance. Ma mère dit que c'est bon, on laisse comme ça. Depuis, je n'ai pas été à l'école. J'étais un peu gênée, je me sentais mal. Alors j'ai dû rester à la maison.»
(Fille non scolarisée, Côte d'Ivoire)

Les filles qui vont encore à l'école donnent des raisons différentes pour expliquer le décrochage scolaire, ou attribuent des pondérations différentes aux mêmes raisons. Elles citent les grossesses précoces comme la principale raison pour laquelle les filles abandonnent l'école (60 %). La deuxième raison la plus souvent citée est le mariage des enfants (47 %). Le manque de moyens financiers n'arrive qu'en troisième position dans les entretiens (33 %) (voir figure 3).

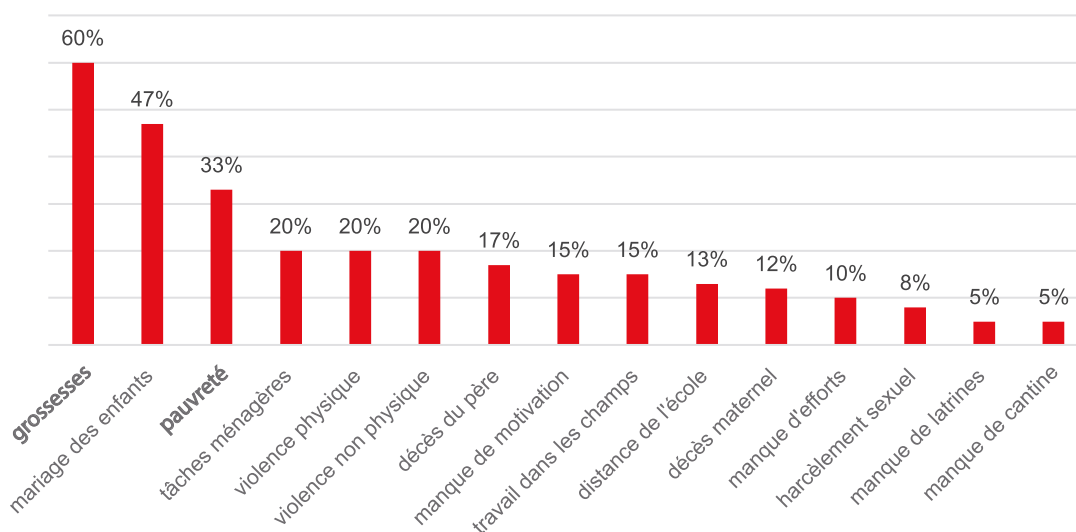


Figure 3 : Raisons de l'abandon scolaire selon les écolières.

Bien que la pauvreté et la grossesse soient citées par les écolières et les filles non scolarisées comme des causes d'abandon scolaire, les pondérations qui leur sont attribuées sont différentes. Les filles non scolarisées considèrent la pauvreté comme la principale cause d'abandon scolaire, tandis que les écolières considèrent la grossesse comme le principal obstacle à la poursuite de l'éducation des filles. Les filles scolarisées citent le mariage des enfants comme la deuxième cause d'abandon scolaire (47%), alors que les filles non scolarisées n'accordent qu'une importance mineure à ce phénomène (4%). Une explication hypothétique de cette différence pourrait être que les écolières sont sensibilisées au mariage des enfants et qu'elles le reconnaissent donc plus facilement comme une raison possible.

Interrogés sur les principales causes de l'abandon scolaire des filles, les enseignants et les autorités scolaires évoquent les mêmes raisons que les filles interrogées, dans l'ordre d'importance suivant : pauvreté, mariage des enfants et grossesse précoce. A côté de ces éléments, ils citent aussi le manque de sensibilisation des parents, les filles qui travaillent dans les champs ou à la maison, les filles qui ne s'intéressent pas à l'école, les filles qui sont attirées par un revenu. Plusieurs de ces raisons pourraient être liées à la première, à savoir le manque de moyens financiers de la famille.

« On peut dire que les obstacles qu'elles rencontrent sont un peu liés à la pauvreté des parents. Je pense que parce que les parents n'ont pas les moyens de scolariser tous leurs enfants, ils préfèrent scolariser les garçons plutôt que les filles et quand c'est le cas, il y a plus de garçons que de filles à l'école.»
(Enseignant, Côte d'Ivoire)

Lorsqu'ils parlent des grossesses précoces et des mariages d'enfants comme causes d'abandon scolaire, les enseignants ont tendance à attribuer cette situation à la « disposition biologique » des filles à un certain âge. Ils soulignent que les filles de leur région sont physiquement matures à un jeune âge. Un chef d'établissement affirme que « dans les villages, les filles à partir du CM2 sont des femmes ». Le fait que ces observations proviennent principalement d'enseignants de sexe masculin est inquiétant, étant donné que la Côte d'Ivoire a un problème bien connu de violences basées sur le genre perpétrées par les enseignants.

« En général, les filles abandonnent l'école à cause d'une grossesse. Nous avons traité plusieurs cas dans nos écoles ici. À partir du CE2, il y a des filles qui tombent enceintes. Aujourd'hui, nous avons vu que les enfants ont une vie sexuelle dès leur plus jeune âge, et pour une fille qui a déjà découvert le sexe, c'est difficile. Nous avons vu des cas ici. Au lieu de venir à l'école, elles préfèrent rester avec les garçons, les chauffeurs de taxi. C'est difficile, elles sont déjà grandes, elles sont en CM2. »
(Chef d'établissement, Côte d'Ivoire)

« Ici, la scolarisation des jeunes filles n'est pas facile car quand les filles sont en CM1 ou CM2, elles sont déjà des femmes. Elles évoluent si vite que lorsqu'on les voit, elles ont déjà l'apparence physique d'une femme. C'est pour cela que les parents les donnent en mariage parce qu'ils pensent qu'en les laissant traîner ou aller à l'école loin, ils rencontreront des hommes qui leur feront faire des choses stupides sans les épouser. Ils n'hésitent donc pas, quand ils en ont l'occasion, en tout cas, ils n'hésitent pas. Parce que dans les villages, les filles de CM2 sont des femmes. »
(Chef d'établissement, Côte d'Ivoire)

Une fois qu'une fille est mariée, elle peut encore avoir la permission de poursuivre ses études. Toutefois, les responsabilités de son nouveau rôle rendront difficile l'achèvement de ses études.

« Le mariage des enfants est aussi un facteur parce que c'est vrai qu'on peut venir à l'école mais une fois à la maison, si on n'a pas le temps d'étudier à cause des tâches ménagères et de tout un tas de choses qui entrent en jeu, c'est vraiment difficile, ce sera difficile pour l'élève en question de vraiment se consacrer aux cours... »
(Directrice d'école, Côte d'Ivoire)

Les enseignants, les filles et les membres de la communauté citent également les mauvais résultats scolaires comme raison pour retirer les filles de l'école. Les mauvais résultats scolaires peuvent être causés par divers facteurs indirects, comme les travaux à la maison par exemple. Trop de tâches ménagères peuvent faire manquer l'école ou empêcher une fille de faire ses devoirs, ce qui a une influence négative sur ses résultats scolaires.

Plusieurs répondants suggèrent que cela précède le mariage des enfants et que le mariage n'est considéré comme une alternative qu'une fois que la fille a arrêté l'école en raison de ses mauvais résultats scolaires. Ils affirment que la plupart des filles sont autorisées à aller à l'école et à y rester lorsqu'elles obtiennent de bons résultats. Cependant, lorsque les résultats d'une fille commencent à se détériorer, lorsqu'elle doit reprendre une classe ou lorsqu'elle finit par abandonner l'école, les parents considèrent le mariage comme une alternative viable. Parfois, ce sont les filles elles-mêmes qui ont tendance à se marier, parce qu'elles sont démotivées par leurs mauvais résultats scolaires.

« Il y a des tâches domestiques dans la maison qui empêchent les filles d'aller à l'école car les filles à la maison font presque tout. Elles lavent les vêtements et font la vaisselle. Il y a des filles qui arrivent en retard, cela affecte aussi leur performance parce que le professeur ne les attend pas pour démarrer sans cours et ainsi les filles accumulent les retards. »
(Directeur d'école, Côte d'Ivoire)

« Si vous voyez que les filles vont à l'école et qu'elles sont mariées, c'est qu'à l'école ça n'a pas marché. C'est l'école qui est le plus important, mais si elles ne veulent pas aller à l'école, les parents les donnent en mariage. Si l'enfant veut étudier, les parents l'aident, mais si elle veut aller avec les garçons, les parents la donnent en mariage. »
(Femme, Côte d'Ivoire)

« Il y en a d'autres qui doivent finir leur année scolaire et à cause de leur âge avancé, ils ne se voient pas assis avec des enfants plus jeunes dans la même classe. »
(Enseignant, Côte d'Ivoire)

En résumé, 4 éléments interagissent en ce qui concerne l'abandon scolaire des filles en Côte d'Ivoire : la pauvreté, la grossesse, les mauvais résultats scolaires et le mariage des enfants. Bien que les résultats ne soient pas nets, le mariage des enfants semble être moins important en tant que facteur d'abandon scolaire en soi, et est plutôt une réponse aux autres facteurs que sont la grossesse et les mauvais résultats scolaires. Lorsqu'une fille abandonne l'école en raison de mauvais résultats scolaires, les parents la donnent en mariage pour éviter qu'elle tombe enceinte hors mariage et soit déshonorée (voir ci-dessous, scénario A). Aussi, lorsqu'elle arrête l'école à cause d'une grossesse, ils la donneront en mariage, de sorte qu'elle ne deviendra pas une mère célibataire (voir ci-dessous, scénario B). Dans un cas comme dans l'autre, la grossesse précoce, ou la peur de la grossesse, joue un rôle central dans le processus décisionnel des parents.

« On peut dire que la grossesse à l'école est la porte d'entrée vers le mariage. »
(Leader communautaire, Côte d'Ivoire)

SCÉNARIOS SUR LE LIEN ENTRE LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE ET LE MARIAGE DES ENFANTS :

A. Mauvais résultats scolaires ➡ abandon scolaire ➡ crainte d'une grossesse ➡ mariage

B. Grossesse ➡ abandon scolaire ➡ mariage d'enfants

La pauvreté est un facteur aggravant dans tout cela. En raison de leur situation financière précaire, de nombreuses filles se livrent à des rapports sexuels non protégés pour gagner de l'argent. Cela les rend très vulnérables aux grossesses précoces. La pauvreté accroît également la crainte des parents d'une grossesse non désirée, car elle représente un fardeau financier supplémentaire pour la famille.

Une forte différence avec l'étude du Niger est que les filles de la région de Kabadougou semblent avoir plus d'indépendance. Dans certains cas, elles semblent prendre l'initiative de se livrer à des activités sexuelles.

On dit que les filles sont capables de choisir entre aller à l'école ou rencontrer des garçons. Les parents essaient de contrôler cette sexualité par le mariage. Comme l'a dit un membre de la communauté : «Si l'enfant veut étudier, tu la soutiendras, mais si elle veut le garçon, tu la donneras en mariage.» Cela contraste fortement avec les résultats de l'étude menée au Niger, où les traditions concernant le mariage des enfants imposent que les adolescentes soient confinées dans un rôle essentiellement passif et obéissant.

Le rôle de l'éducation des filles dans l'autonomisation des filles mariées

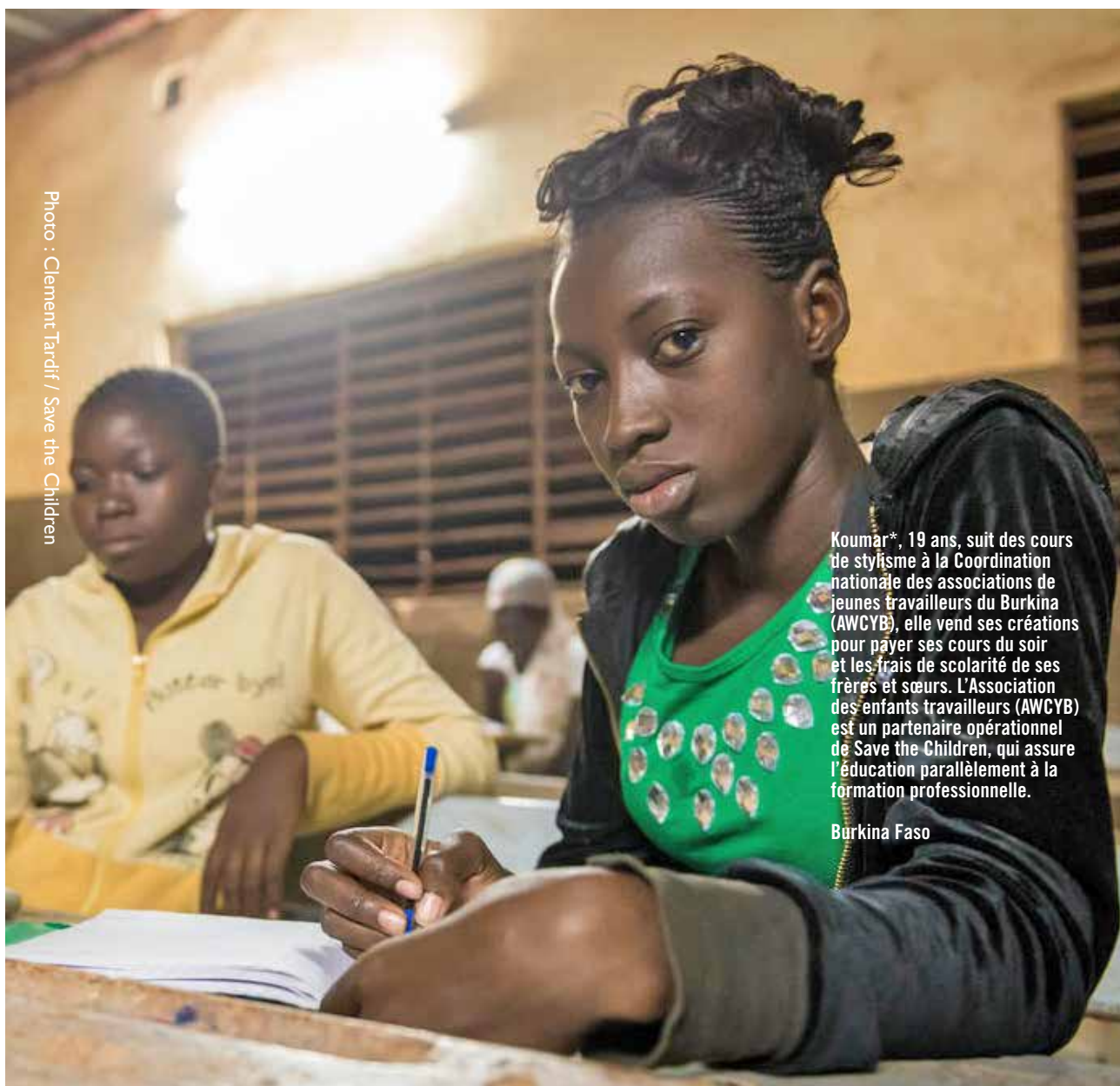


Photo : Clement Tardif / Save the Children

Koumar*, 19 ans, suit des cours de stylisme à la Coordination nationale des associations de jeunes travailleurs du Burkina (AWCYB), elle vend ses créations pour payer ses cours du soir et les frais de scolarité de ses frères et sœurs. L'Association des enfants travailleurs (AWCYB) est un partenaire opérationnel de Save the Children, qui assure l'éducation parallèlement à la formation professionnelle.

Burkina Faso

Alors que l'étude de la Côte d'Ivoire a mis en lumière le lien entre l'éducation des filles et la possibilité qu'elles se marient, les études du Niger et de la Sierra Leone ont évalué ce que l'éducation peut signifier pour la l'autonomisation des filles déjà mariées. Les adolescentes qui ont été interviewées dans le cadre de l'étude du Niger ont participé au programme «Marriage No Child's Play» (Le mariage n'est pas un jeu d'enfant) de Save the Children. Elles se sont toutes mariées avant l'âge de 18 ans. La plupart d'entre elles n'étaient jamais allées à l'école. Certains avaient achevé les premières années de l'enseignement primaire. Dans le cadre de ce programme, les filles ont participé à des cours d'alphabétisation, à des séances de sensibilisation sur le mariage des enfants et les droits des enfants et la santé sexuelle et reproductive ainsi qu'à une formation sur les activités génératrices de revenus. L'accent a été mis sur l'alphabétisation et la formation professionnelle plutôt que sur la réinsertion dans le système éducatif formel. Les maris interrogés ont déclaré qu'ils permettraient à leur femme de retourner à l'école formelle, mais seulement sous certaines conditions. Les conditions étant que les femmes ne passent pas trop de temps à l'école, que l'école se trouve dans le village et que les enseignants soient des femmes.

Les filles qui ont participé à l'étude de la Sierra Leone ont été impliquées dans le projet «Right to be a Girl» (Le droit d'être une fille) de Save the Children. La plupart d'entre elles se sont mariées avant l'âge de 18 ans. La grande majorité d'entre elles avaient déjà été scolarisées mais la plupart ont abandonné l'école soit au niveau primaire, soit au niveau secondaire. Dans le cadre du projet, ils ont participé à des formations professionnelles et à des cours de préparation à la vie active, à des séances de sensibilisation sur le mariage des enfants, sur les droits de l'enfant et la santé sexuelle et reproductive, ainsi qu'à des espaces sûrs. Certaines filles ont reçu un soutien pour retourner dans l'éducation formelle. La majorité des maris ont dit qu'ils seraient d'accord pour que leur femme aille à l'école et qu'ils seraient prêts à les soutenir. Certains n'étaient pas d'accord, parce qu'ils voulaient que leur femme s'occupe de ses enfants, de son mari et de son foyer.

Les filles qui ont participé aux programmes au Niger et en Sierra Leone déclarent que cela leur a été utile parce qu'elles ont acquis des compétences dans des activités génératrices de revenus et qu'elles ont accru leurs connaissances sur les droits des enfants, le mariage des enfants et la santé sexuelle et reproductive. Les filles de Sierra Leone qui ont choisi de retourner dans l'éducation formelle disent qu'elles sont heureuses d'être de retour à l'école et qu'elles espèrent réaliser leurs rêves dans l'avenir. Les personnes interrogées dans l'étude du Niger indiquent que les cours d'alphabétisation sont la contribution la plus importante du programme, parce qu'elles peuvent désormais lire, écrire et utiliser ce

qu'elles ont appris dans ces cours pour leurs activités économiques. Elles aident maintenant leurs enfants à faire leurs devoirs et les encouragent à réussir à l'école. En Sierra Leone, les filles mariées et leurs maris ont fait l'éloge des compétences professionnelles et de la formation aux activités génératrices de revenu, parce que les filles gagnent maintenant un revenu et se sentent plus confiantes et autonomes.

Les deux programmes auraient sensibilisé la communauté au mariage des enfants et aux grossesses précoces. Les répondants affirment qu'ils sont habilités à agir en tant que médiateurs au sein de leur communauté et qu'ils informent les membres de la communauté des risques du mariage des enfants. Ils disent que les filles sont maintenant encouragées à terminer leurs études et à attendre l'âge de 18 ans pour se marier. Grâce aux séances d'information sur la santé sexuelle et reproductive, la plupart des femmes se rendent maintenant au centre de santé pour des consultations pré et postnatales, elles connaissent leurs droits et pratiquent la planification familiale. Par ailleurs, la plupart des maris accompagnent leur femme enceinte au centre. En général, **la plupart des répondantes disent qu'elles ont acquis de la confiance en elles-mêmes et qu'elles se sentent maintenant capables d'aider les autres membres de la communauté.**

Les personnes interrogées au Niger et en Sierra Leone affirment que, grâce à leurs compétences nouvellement acquises, elles sont maintenant mieux respectées par leur mari et leur belle-famille. Elles sont capables d'avoir de meilleures conversations avec leur mari et de régler les conflits au sein de la famille. Le programme semble avoir légèrement augmenté leur pouvoir décisionnel. Les personnes interrogées au Niger déclarent qu'elles sont maintenant plus impliquées dans les décisions concernant leurs enfants, la santé et les dépenses du ménage. En Sierra Leone, les filles mariées reconnaissent qu'il y a maintenant plus de dialogue au sein du ménage et qu'elles sont libres de prendre un certain nombre de décisions, telles que la façon de s'habiller ou de mener certaines activités. Cependant, au Niger, il s'agit toujours d'un rôle de «consultant» et il semble y avoir peu de changements dans les règles générales d'obéissance envers l'autorité du mari. La majorité des femmes déclarent encore qu'elles ne peuvent pas prendre des décisions par elles-mêmes. En ce qui concerne la planification familiale, les femmes sont maintenant mieux informées, mais elles ont encore besoin de l'autorisation de leur mari pour la mettre en pratique. A titre illustratif, très peu de personnes interrogées ont réussi à obtenir la permission de leur mari pour commencer à utiliser des contraceptifs. Les femmes doivent aussi demander la permission d'aller rendre visite à leurs amis ou à leur famille ou d'aller au marché. Il n'y a pas non plus de nouveaux domaines de prise de décision dans lesquels les femmes sont impliquées depuis la mise en œuvre du programme.

Il n'y a que pour les visites au centre de santé que la moitié des femmes déclare ne pas avoir besoin de l'approbation officielle de leur mari. En Sierra Leone aussi, il y a encore un certain nombre de domaines dans lesquels les filles ne peuvent pas prendre de décisions sans l'accord de leur mari, comme par exemple aller voir des amis ou aller au marché. Les maris interrogés déclarent aussi clairement que leurs femmes ne devraient pas décider comment dépenser l'argent qu'elles gagnent grâce à leurs activités génératrices de revenus.

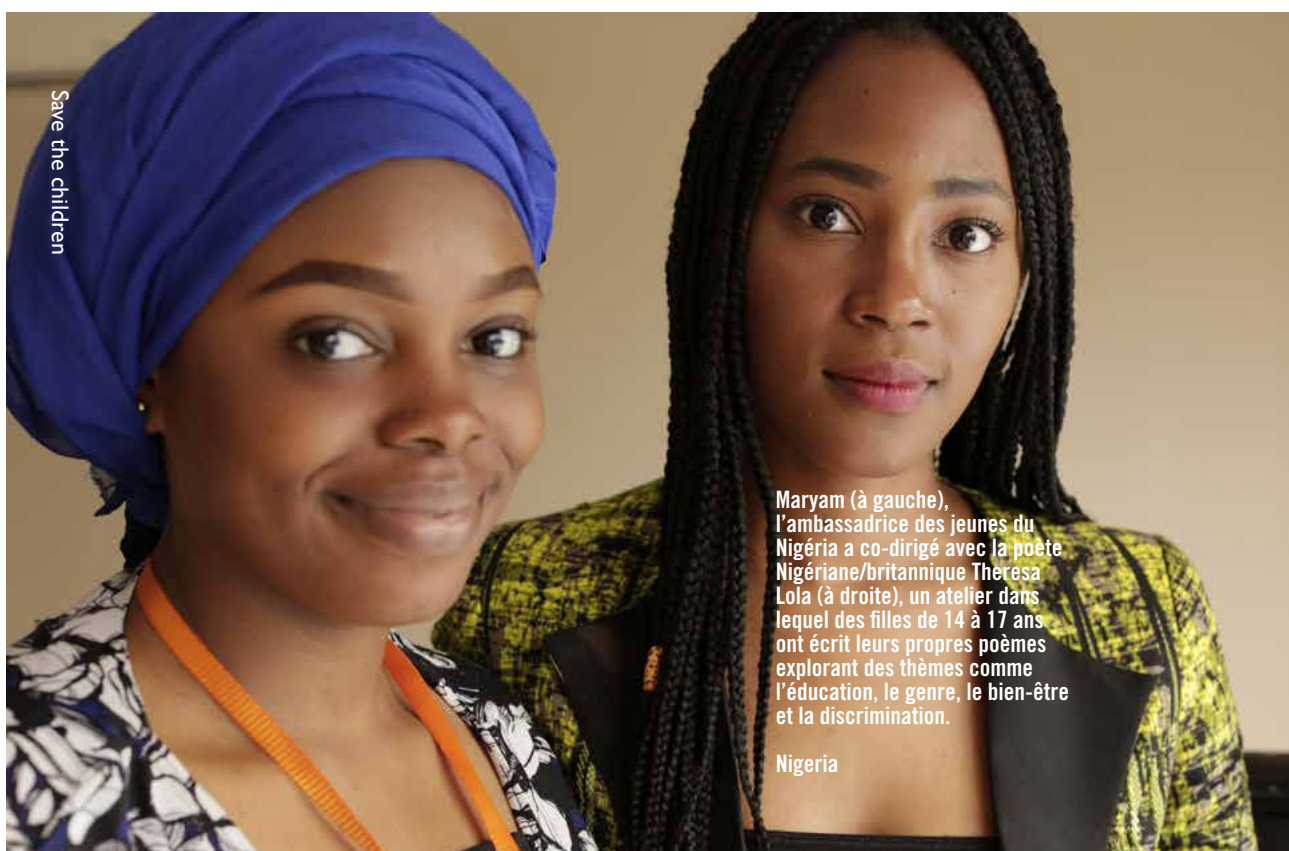
«Depuis que j'ai participé au projet, je m'implique davantage dans les décisions du ménage. Avant je ne disais rien, je ne faisais qu'observer.»
(Fille mariée, Niger)

«Grâce aux cours d'alphabétisation, je peux maintenant aider mes enfants à faire leurs devoirs. Je leur pose des devinettes pour les stimuler.»
(Fille mariée, Niger)

En résumé, les possibilités d'apprentissage offertes aux filles du programme semblent leur avoir donné les moyens d'agir dans un certain nombre de domaines.

Elles sont mieux à même de gérer leurs activités économiques, elles assument des rôles de leadership au sein de la communauté en matière de sensibilisation au mariage des enfants et elles s'impliquent davantage dans certaines décisions concernant la famille et le ménage. En général, les filles témoignent qu'elles ont acquis de la confiance en elles et qu'elles se sentent plus respectées par leurs maris. Cependant, leur pouvoir de décision est encore limité par la règle générale de l'obéissance envers le mari, et les décisions finales doivent encore être prises par le mari. L'exemple de la planification familiale le montre très clairement. Grâce au programme, les femmes sont maintenant mieux informées des différentes options de planification familiale, mais elles n'ont toujours pas le pouvoir de prendre des décisions à ce sujet sans la permission de leurs maris. **Dans ce contexte, l'éducation est capable d'autonomiser les adolescents mariés au niveau individuel, mais elle n'entraîne pas de changements dans les normes de genre sous-jacentes au sein de la communauté.**

Le potentiel d'autonomisation des interventions éducatives est limité dans une certaine mesure en raison de normes sociales qui dépassent le cadre de l'intervention. Pour s'attaquer à ces limites, les interventions éducatives devront être complétées par des programmes plus vastes de changement des normes sociales.



Maryam (à gauche), l'ambassadrice des jeunes du Nigéria a co-dirigé avec la poète Nigériane/britannique Theresa Lola (à droite), un atelier dans lequel des filles de 14 à 17 ans ont écrit leurs propres poèmes explorant des thèmes comme l'éducation, le genre, le bien-être et la discrimination.

Nigeria

CONCLUSION

Cette étude a mis en lumière le rôle que l'éducation peut jouer dans la prévention et la lutte contre le mariage des enfants. Elle a également montré comment les moteurs du mariage des enfants diffèrent selon les contextes géographiques. Et elle a démontré à quel point les normes de genre profondément enracinées guident les choix concernant l'éducation, la maternité et le mariage des filles. Bien que les résultats doivent être traités avec prudence en raison de la petite taille des échantillons, en particulier pour le Niger et la Sierra Leone, l'étude fournit une orientation utile pour les recherches et les débats futurs.

Au Niger, le mariage des enfants est principalement régi par de fortes valeurs et normes traditionnelles. Ces normes sont fondées sur tant la culture que la religion. Les adolescentes sont considérées comme traditionnellement «prêtes» à se marier lorsqu'elles atteignent la puberté. Le mariage est une question d'honneur et de respect. Les normes de genre confinent les filles dans une position qui est principalement marquée par l'obéissance et la soumission. En Sierra Leone et en Côte d'Ivoire, le principal moteur du mariage des enfants est la grossesse précoce. Le mariage est utilisé soit comme mesure préventive, soit comme réaction à une grossesse précoce. Les parents marient leurs filles pour éviter qu'elles ne tombent enceintes en dehors du mariage ou pour s'assurer qu'elles ont un homme qui s'occupe d'elles une fois qu'elles sont tombées enceintes. Contrairement au rôle plus passif des filles au Niger, les adolescentes en Côte d'Ivoire semblent avoir un rôle plus actif, surtout lorsqu'il s'agit de leur vie sexuelle. Dans les trois pays, la pauvreté est un facteur sous-jacent important. Elle pousse les parents et les adolescentes à rechercher des options pour atténuer leur situation précaire. En général, le mariage des enfants est motivé par des facteurs multiples et interdépendants, tous renforcés par des normes inégales entre les sexes.

L'éducation est surtout appréciée pour son sens pratique, et c'est dans ce sens qu'elle joue un rôle clair tant dans la prévention que dans la réponse au mariage des enfants. Mais cela ne semble pas changer les conceptions profondément enracinées du rôle et de la position des filles et des femmes. L'éducation est capable de prévenir le mariage des enfants, lorsque tous les facteurs qui l'entourent (moyens financiers, qualité de l'éducation, situation de santé) sont positifs.

Cependant, lorsque l'un de ces facteurs est négatif, le mariage des enfants est facilement considéré comme une alternative viable. En Côte d'Ivoire, les personnes interrogées déclarent qu'elles envoient leurs filles à l'école, parce que c'est obligatoire et non parce qu'elles pensent que l'éducation formelle les aidera à mieux remplir leur rôle qui est prédéfini par la société. Les taux de scolarisation des filles ont augmenté, mais les normes de genre et les perspectives d'avenir des filles sont restées les mêmes. En Côte d'Ivoire comme au Niger, l'éducation des filles est principalement considérée comme une éducation traditionnelle, plus qu'une éducation formelle. C'est à la maison et dans la famille qu'une fille apprend à être une bonne mère et une bonne épouse. La scolarisation formelle semble être «tolérée», mais elle est facilement interrompue lorsque des facteurs aggravants tels que de mauvais résultats scolaires ou une grossesse surviennent. La valeur perçue de l'éducation des filles en soi n'est donc pas assez forte pour concurrencer les croyances concernant la position des filles dans la société.

Il en va de même pour l'éducation des adolescentes mariées. Notre étude montre que les interventions éducatives offertes par Save the Children sont principalement appréciées pour leur utilité pratique. Les filles et les maris témoignent que les cours d'alphabétisation et la formation professionnelle les ont aidées à gagner un revenu et à aider leurs enfants à faire leurs devoirs. Cela a également donné aux filles une plus grande confiance en elles et a contribué à l'établissement de relations plus respectueuses au sein du ménage et de la communauté. En ce sens, les interventions éducatives ont clairement contribué à l'autonomisation des adolescentes mariées. Cependant, l'autonomisation reste limitée par les normes sociales inchangées qui dictent l'obéissance d'une fille à son mari. Le pouvoir de décision reste principalement entre les mains des hommes, et l'éducation ne semble pas changer ces règles. Afin d'avoir un effet d'autonomisation plus fort, les interventions éducatives en faveur des filles mariées devront donc aller de pair avec des programmes de changement des normes sociales durables et complets.

A photograph of three young girls walking in a line from left to right. The girl in the foreground wears a bright pink hijab and a yellow and blue patterned skirt. The girl in the middle wears a dark blue hijab and a colorful patterned skirt. The girl in the background wears a red hijab and a red top. They are all wearing flip-flops. The background is a dry, dusty landscape with a mud-brick wall.

Crédit photo: Victoria Ziegler

Zeinabou, 11 ans, se rend à l'école avec ses copines Rakia et Aicha, 11 ans, à Maradi, au Niger. Zeinabou participe au programme d'éducation de base et d'alphabetisation

Niger

RECOMMANDATIONS

1. Aider les adolescentes à obtenir des résultats scolaires positifs et à poursuivre leurs études :

- ✓ Fournir des environnements d'apprentissage accueillants, sûrs et protecteurs pour les filles
- ✓ Promouvoir un enseignement et des programmes d'études qui tiennent compte des sexospécificités
- ✓ Fournir des bourses d'études aux filles défavorisées et/ou des transferts monétaires aux familles vulnérables
- ✓ Travailler avec les communautés pour créer un environnement favorable où les filles disposent de l'espace et du temps nécessaires pour aller à l'école et faire leurs devoirs.
- ✓ Abolir les lois et pratiques discriminatoires à l'égard des filles enceintes à l'école et aider les filles enceintes et les mères adolescentes à poursuivre leurs études.

2. Offrir des possibilités d'apprentissage aux adolescentes mariées :

- ✓ Veiller à ce que l'éducation formelle soit adaptée à la situation des adolescents mariés (proximité, horaires des heures de classe, garde des enfants, utilisation d'enseignantes,...).
- ✓ Offrir des cours d'alphabétisation/de numératie et de formation professionnelle qui répondent aux besoins d'apprentissage des adolescents mariés et qui les aident à gagner un revenu.
- ✓ Offrir une formation en compétences essentielles axées sur des relations équitables et l'amélioration de l'estime de soi.

3. Donner aux adolescentes les moyens de gérer leur santé sexuelle et reproductive et d'éviter les grossesses non désirées :

- ✓ Intégrer un cours d'éducation sexuelle complète dans le programme d'enseignement standard.
- ✓ Sensibiliser le public à la santé et aux droits en matière de santé reproductive et de d'égalité des sexes
- ✓ Veiller à ce que les adolescents, filles et garçons, aient accès à des services de santé sexuelle et reproductive adaptés aux jeunes

4. S'attaquer aux facteurs sous-jacents du mariage des enfants et de l'abandon scolaire en modifiant les normes inégales entre les sexes :

- ✓ Promouvoir des programmes d'enseignement et une pédagogie qui transforment le genre, afin de libérer le pouvoir de transformation de l'éducation à travers une évolution des normes sociales.
- ✓ Compléter les interventions éducatives par des programmes d'engagement communautaire adaptés au contexte.
- ✓ Veiller à ce que les approches de sensibilisation et d'engagement communautaires soient participatives et à long terme et à ce qu'ils fassent intervenir un large éventail d'acteurs au sein de la communauté.

ANNEXE

Annexe 1 : Guide d'entretien individuel avec les filles au Niger/Sierra Leone

Information recherchée	Renseignements à recueillir
Renseignements généraux	
Identité de l'enquêteur/renseignements sur l'enquêteur	Nom et prénom de l'enquêteur Lieu, date, durée de l'entretien
Identité de l'enquêté	Nom, prénom et âge l'enquêté Nom, prénom et âge du mari de l'enquêté
Situation de l'enquêté sur le plan éducatif	<p>Ce que nous voulons savoir : Toutes les informations disponibles sur la situation éducative de l'enquêté, plus particulièrement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour ceux qui sont à l'école, le mariage pourrait-il les empêcher de poursuivre leurs études ? • Pour ceux qui ont cessé d'aller à l'école, si c'est le mariage qui interrompu leur scolarité. • Pour ceux qui ne sont jamais allés à l'école, savoir si elles ont eu d'autres possibilités d'apprentissage <p>Exemples de questions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Etes-vous déjà allé à l'école ? • Si oui, fréquentes-tu actuellement l'école ? • Si non, quand avez-vous cessé d'étudier ? • Quel est le plus haut niveau de scolarité que vous avez atteint ? • Quelles sont les principales raisons pour lesquelles vous avez abandonné l'école ? • Avez-vous arrêté avant ou après votre mariage/ grossesse ? • Combien de temps avant ou après ? • Si oui, quel est votre niveau scolaire actuel ? • Quel niveau souhaitez-vous atteindre ? • Quelles sont les difficultés que vous rencontrez pour assister aux cours ? • Arrivez-vous à l'heure à l'école ? • La distance est-elle facile à parcourir ? • Avez-vous des préoccupations en matière de sécurité sur le chemin de l'école ou à l'intérieur de l'école ? • Pouvez-vous rester en classe du début à la fin ? • Avez-vous des pensées qui vous empêchent de rester concentrée ? • Avez-vous des contraintes liées au travail à la maison ? • Les membres de votre famille vous aident-ils à accomplir les tâches ménagères ? • Avez-vous déjà reçu une formation ? • Quel genre de formation ?
Situation matrimoniale actuelle et antérieure	<p>Exemples de questions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Êtes-vous actuellement marié(e) ? Si non, avez-vous été marié avant ? Etes-vous fiancée ou promise ? • Quand vous êtes-vous mariés ? • Qui a décidé que vous alliez vous marier ? • A quel âge vous êtes-vous marié ? • Selon vous, pourquoi a-t-il décidé que vous alliez vous marier ? • Où habitez-vous ? • Avez-vous des enfants ? Combien sont-ils ? Âge de chaque enfant ? Où habitent-ils ?
Opinion et attentes concernant le mariage	<p>Ce que nous voulons savoir : ce que le mariage représente pour les filles, ce qu'elles en attendent et comment elles le vivent.</p> <p>Exemples de questions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Qu'est-ce que le mariage signifie pour vous ? • Quels sont les avantages d'être marié ? • Quels sont les défis ou les inconvénients ? • Quel est l'âge idéal pour se marier ? Pourquoi ? • Comment pensez-vous qu'une fille devrait choisir un bon mari ? • Comment pensez-vous qu'un homme devrait choisir une bonne épouse ?

Relation avec le mari et/ou la belle-famille	<p>Ce que nous voulons savoir : Quelle est la relation de la jeune fille avec son mari et sa belle-famille et a-t-elle été victime de violence ?</p> <p>Exemples de questions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comment décririez-vous votre relation avec votre mari ? • Quels sont vos devoirs envers votre mari ? • Vous lui obéissez? Que se passe-t-il si vous ne lui obéissez pas ? • Quels sont les devoirs de votre mari envers vous ? • Est-ce qu'il les remplit ? Que se passe-t-il s'il ne les remplit pas ? • Est-il déjà arrivé que votre mari vous batte, vous insulte ou vous agresse d'une manière ou d'une autre ? • Que s'est-il passé ? Était-ce justifié à votre avis ? • Pensez-vous que cela pourrait se reproduire à l'avenir ? • Est-il courant de voir dans votre communauté un homme battre, insulter ou maltraiter sa femme ? • Comment sont vos relations avec vos beaux-parents ? • Quels sont vos devoirs envers vos beaux-parents ? • Leur obéissez-vous ? Que se passe-t-il si vous ne leur obéissez pas ?
Résultats du programme	
Avantages perçus du programme	<p>Ce que nous voulons savoir : Les répondants pensent-ils que le programme leur a été utile et quelles activités ont été les plus utiles ?</p> <p>Exemples de questions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comment s'est passée votre participation au programme ? • Le programme vous a-t-il été utile ? • En quoi cela vous a-t-il aidé ? • Quelle intervention ou activité vous a le plus aidé ? • En quoi cela vous a-t-il aidé ? • Dans l'ensemble, avez-vous remarqué des changements importants dans votre vie depuis votre participation au programme ? Quels sont ces changements ?
Mettre l'accent sur les activités éducatives du programme	<p>Ce que nous voulons savoir : Qu'est-ce que les répondants ont appris des activités d'éducation et quels sont les avantages qu'elles leur ont apportés ?</p> <p>Exemples de questions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Qu'est-ce que tu as appris principalement sur ***** ? • Comment le mettrez-vous en pratique ? • Qu'est-ce que cela a changé dans votre vie quotidienne ?
Mettre l'accent sur l'autonomisation par l'éducation	<p>Ce que nous voulons savoir : Les activités d'éducation ont-elles renforcé l'autonomisation des répondants et de quelle manière ?</p> <p>Exemples de questions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vos différentes formations vous ont-elles donné une idée de vos droits ? • En tant que jeune fille, de quels droits jouissez-vous ? • Selon vous, avez-vous des droits en matière de sexualité et de santé reproductive ? Lesquels ? • Pensez-vous avoir des droits liés à la violence domestique ? Lesquels ?
Indépendance	<p>Prise de décision</p> <ul style="list-style-type: none"> • Avez-vous remarqué des changements dans votre relation avec votre mari depuis votre participation au programme ? Quel genre de changements ? • Est-ce que les connaissances que vous avez obtenu des formations du projet vous aident à avoir plus de pouvoir dans vos relations avec votre mari ?

		<p>De quelle façon ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Avez-vous plus de liberté pour prendre des décisions concernant votre vie ? Quelles types de décisions par exemple ? • Êtes-vous libre de décider comment vous habiller ? • Libre d'entreprendre des activités qui vous rendent heureuse ? • Avez-vous le droit de rendre visite à vos amis ou à votre famille quand bon vous semble ? • Êtes-vous libre d'aller au marché ou de faire une promenade sans être accompagné ou sans avoir à demander la permission ? • Avez-vous besoin d'une autorisation officielle pour aller chercher des soins dans un établissement de santé lorsque vous êtes malade ou lorsque votre enfant est malade (si vous en avez) ? • Les leçons que vous avez tirées du projet ont-elles contribué à des changements à cet égard ? • Quel aspect de votre apprentissage a le plus contribué à cela ? • Êtes-vous plus impliqué dans la prise de décision à la maison depuis votre participation au programme ? • Dans quels types de décisions, par exemple, êtes-vous impliqué ou vous impliquez-vous vous-même ? • Comment êtes-vous impliqué ? • Y a-t-il des décisions précises auxquelles vous ne participiez pas avant et auxquelles vous participez maintenant depuis votre participation au programme ? Quelles sont ces décisions ? • Comment votre participation au programme a-t-elle contribué à ces changements ? • Avez-vous remarqué des changements dans votre position ou vos relations avec vos beaux-parents depuis votre participation au programme ? Quels types de changements ? • Quel aspect du programme a été le plus utile à cet égard ? • Vos différentes formations y ont-elles contribué ? Comment ?
	Action collective	<ul style="list-style-type: none"> • Le programme vous a-t-il permis de développer des relations avec d'autres filles de votre âge ? Comment ? • Depuis le début du programme, avez-vous, de votre propre chef, entrepris avec des filles de votre âge des activités visant à répondre à vos préoccupations, ? • De quels types d'activités s'agissait-il ? Quel était le but de ces activités ? • Les leçons que vous avez tirées du programme vous ont-elles aidé à faire cela ?
	Leadership	<ul style="list-style-type: none"> • Personnellement, ce programme vous a-t-il permis de prendre confiance en vous ? Comment ? • Croyez-vous en votre capacité à vous engager et à réussir dans les activités qui visent votre développement personnel ? • L'avez-vous déjà fait ? Si oui, pourquoi ? Si non, pourquoi pas ? • Croyez-vous en votre capacité d'initier, de participer et de réussir des activités qui aideront d'autres filles à se développer personnellement ? • L'avez-vous déjà fait ? Si oui, pourquoi ? Si non, pourquoi pas ?
Ressources	Intégrité corporelle	<ul style="list-style-type: none"> • On dit souvent que le corps d'une fille n'appartient qu'à elle et qu'elle est la seule à pouvoir décider qui peut la toucher. Êtes-vous d'accord avec cela ? Pourquoi ou pourquoi pas ? • Existe-t-il des situations dans lesquelles une fille peut refuser d'avoir des rapports sexuels avec son mari ? Quelles sont ces situations ? • Et si elle n'a pas envie de faire l'amour ? • Un mari a-t-il le droit de refuser d'avoir des rapports sexuels avec sa femme ? Pourquoi ou pourquoi pas ? • Avez-vous déjà discuté avec votre mari de l'espacement des naissances (planification du nombre d'enfants que vous aurez et du moment où vous les aurez/de l'intervalle) ?

		<ul style="list-style-type: none"> • Êtes-vous parvenu à un accord sur cette question ? • Est-il d'accord pour que vous utilisiez des contraceptifs modernes/la planification familiale ? • L'information que vous avez reçue au niveau des espaces sécuritaires (ou lors des visites à domicile des mentors) vous a-t-elle aidé à le convaincre ? • Selon vous, qu'est-ce qui pourrait aider à convaincre votre mari d'accepter que vous utilisiez des contraceptifs ? • Quels types de décisions avez-vous été en mesure de prendre en matière de santé sexuelle et de la reproduction grâce à l'information et aux connaissances que vous avez reçues dans le cadre du programme ? • Vous est-il déjà arrivé (ensemble ou séparément) d'aller au centre de santé pour faire un test ou obtenir un traitement contre les infections sexuellement transmissibles ou le VIH ? • Selon vous, qu'est-ce qui pourrait aider votre mari à mieux répondre à vos besoins en matière de santé sexuelle et reproductive ? • Avez-vous été victime de violence depuis le début du programme ? • Avez-vous subi plus de violence qu'avant le programme ? • Votre apprentissage de ***** en particulier y a-t-il contribué ? Comment ?
	Conscience critique	<ul style="list-style-type: none"> • Pensez-vous qu'il y a des contraintes dans votre communauté auxquelles seules les filles sont confrontées ? Quelles sont-elles ? • Pourquoi pensez-vous que seules les filles y font face ? • Selon vous, quelle est la meilleure façon d'aider les filles à faire face à la situation ? • Quel rôle pensez-vous que vous devriez jouer pour aider les autres filles à éliminer ou à réduire ces contraintes ? • Pensez-vous que les activités du programme font (ou peuvent faire ou feront) en sorte que votre communauté soutienne les filles pour qu'elles puissent faire face à ces contraintes ?
	Actifs	<ul style="list-style-type: none"> • Quels types d'activités génératrices de revenus (en espèces ou en nature) sont disponibles dans votre village pour les filles de votre âge ? • Est-ce que l'une de ces activités vous intéresse ? • Avez-vous déjà entrepris l'une de ces activités ? Si oui, de quelle activité s'agit-il ? • Qui vous a aidé à mener / gérer l'activité ? Comment vous a-t-il(elle) aidé(e) ? • Qui a pris les décisions importantes dans cette activité ? • Cette activité a-t-elle eu lieu dans la famille ou à l'extérieur ? • Comment avez-vous utilisé l'argent ou les biens que vous avez gagnés ? • Qui a décidé comment vous alliez utiliser vos gains ? Pourquoi ? • Avez-vous utilisé une partie de l'argent comptant ou en nature que vous avez gagné pour vos dépenses personnelles ? • Dans l'ensemble, vos formations dans le cadre de ce programme vous ont-elles aidé à démarrer, à gérer ou à distribuer les revenus de cette activité ? Comment ?
Attentes personnelles du répondant		<p>Ce que nous voulons savoir : Le programme tient-il compte des préoccupations réelles des répondants ; leurs attentes à l'égard du programme ont-elles été comblées ; quelles sont leurs suggestions pour améliorer le programme ?</p> <p>Exemples de questions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • J'aimerais maintenant que vous me parliez de vos rêves, de vos aspirations personnelles.... • Quels rêves voulez-vous réaliser pour vous-même ? • Pensez-vous pouvoir réaliser ces rêves ? • Si oui ; Qu'est-ce qui vous permettrait de les réaliser / si non ; Qu'est-ce qui vous empêcherait de réaliser ces rêves ?

	<ul style="list-style-type: none"> • Quels rêves voulez-vous réaliser pour vous-même ? • Pensez-vous pouvoir réaliser ces rêves ? • Si oui ; Qu'est-ce qui vous permettrait de les réaliser / si non ; Qu'est-ce qui vous empêcherait de réaliser ces rêves ? • Quelles sont les choses que vous aimeriez avoir qui vous semblent inaccessibles ? • Quelles sont les choses que vous aimeriez pouvoir faire et que vous pensez ne pas devoir faire ; ou que vous avez peur de faire ; ou que vous n'êtes pas autorisé à le faire ? • Y a-t-il des idées, des croyances ou des attitudes particulières que l'on retrouve dans votre communauté et qui vous empêchent de réaliser vos rêves ? Quelles sont-elles ? • Qui ou quel groupe de personnes dans la communauté est exactement à l'origine de ces comportements et attitudes ? • Comment pensez-vous que le programme peut vous aider à réaliser vos rêves ? • Selon vous, quelles sont les questions que le programme n'a pas abordées ? • Quelles sont vos suggestions pour améliorer le programme ?
--	--

Annexe 2 : Guide d'entretien pour les discussions de groupe avec des filles mariées au Niger/en Sierra Leone

Thème/Questions	Renseignements à recueillir
Identité de l'enquêteur/reenseignements sur l'enquêteur	Lieu, date, durée de l'entretien
À propos du mariage et des relations conjugales	
<ul style="list-style-type: none"> • À quel âge les filles ont-elles tendance à se marier dans votre communauté ? • Selon vous pourquoi les filles se marient-elles à cet âge ? • Qui dans la communauté décide exactement si, quand et avec qui une fille va se marier ? • Les filles concernées (et/ou les femmes de la communauté) participent-elles au processus décisionnel ? • Où vivent les filles mariées (avec leur propre famille/ avec leur belle-famille/ seulement avec leur mari et leurs enfants) ? • En cas de séparation, avec lequel des parents les enfants vivent-ils ? Y a-t-il une différence selon le motif de la séparation (divorce / répudiation / veuvage) ? • Quels sont les avantages d'être marié ? • Quels sont les défis ou les inconvénients du mariage ? • Quels sont les devoirs d'une femme envers son mari ? Que se passe-t-il si elle ne les remplit pas ? • Quels sont les devoirs d'un mari envers sa femme ? Que se passe-t-il s'il ne les remplit pas ? • Discussion générale sur la violence dans les relations conjugales (qu'est-ce qui mène/peut mener à la violence dans les relations conjugales ? que se passe-t-il lorsqu'il y a violence ou abus dans le foyer conjugal ?) • Discussion générale sur les relations entre les filles et leurs beaux-parents 	
Renseignements sur le programme	
<ul style="list-style-type: none"> • Comment s'est passée votre participation au programme ? Positif et négatif..... • Le programme vous a-t-il été utile ? En quoi vous a-t-il aidé ? • Quelle intervention ou activité vous a le plus aidé ? En quoi cela vous a-t-il aidé ? • Dans l'ensemble, avez-vous remarqué des changements importants dans votre vie depuis votre participation au programme ? Quels sont ces changements ? 	
Volet éducatif du programme	
<ul style="list-style-type: none"> • Qu'avez-vous appris/Qu'apprenez-vous des diverses séances au niveau des espaces sécuritaires et des autres activités ? • Qu'est-ce que ces apprentissages vous apportent ? • Comment les mettre en pratique ? • Qu'est-ce que cela a changé dans votre vie quotidienne ? 	
L'autonomisation des filles par l'éducation	
<p>Est-ce que les connaissances que vous obtenez des formations délivrées par le projet vous aident à faire ce qui suit:</p> <ul style="list-style-type: none"> • avoir du pouvoir dans les relations avec votre mari ? De quelle façon ? • avoir plus de liberté pour prendre des décisions personnelles sans demander la permission ? De quelle façon ? • participer davantage à la prise de décision au sein du ménage ? De quelle façon ? • gagner plus de respect, plus de soutien et de considération de la part de votre famille ? De quelle façon ? • jouer un rôle de premier plan à la maison ? Dans la communauté ? De quelle façon ? • prendre des décisions en matière de sexualité et de procréation ? De quelle façon ? • entreprendre des activités génératrices de revenus ? Décider seul ce qu'il faut faire de l'argent que vous gagnez ? • avoir des économies séparées et de décider seul comment les utiliser ? 	

Annexe 3 : Guide d'entretien pour les discussions de groupe avec les maris au Niger/Sierra Leone

Thème	Renseignements à recueillir
Identité de l'enquêteur / Renseignements sur l'entretien	Lieu, date, durée, nom de l'enquêteur
L'éducation des filles	
<ul style="list-style-type: none"> • Que pensez-vous de l'éducation des filles ? • Est-ce bon pour toi que ta femme aille à l'école ? • Si non, pourquoi ? • Si oui, êtes-vous prêt à l'aider à réussir ses études ? • Selon vous, quelle est la meilleure façon de l'aider à réussir ? 	
Relations conjugales	
<ul style="list-style-type: none"> • Quels sont les avantages d'être marié ? • Quels sont les défis ou les inconvénients du mariage ? • Quel est l'âge idéal pour se marier pour un homme ? Pourquoi ? • Comment pensez-vous qu'un homme devrait choisir une bonne épouse ? • Quel est l'âge idéal pour se marier pour une fille ? Pourquoi ? • Comment pensez-vous qu'une femme devrait choisir un bon mari ? • Quels sont les devoirs d'une femme envers son mari ? • Que se passe-t-il si elle ne les remplit pas ? • Quels sont les devoirs d'un mari envers sa femme ? • Que se passe-t-il s'il ne les remplit pas ? • Discussion générale sur la violence dans les relations conjugales (qu'est-ce qui mène/peut mener à la violence dans les relations conjugales ? que se passe-t-il lorsqu'il y a violence ou abus dans le foyer conjugal ?) • Question générale sur les relations entre leur famille et leur femme (Comment sont les relations ? Comment leur famille se comporte-t-elle envers leurs épouses et vice versa ?) 	
Rôle des femmes et des filles	
<ul style="list-style-type: none"> • Selon vous, à partir de quel âge une fille peut-elle être considérée comme une femme ? • Quel est le rôle des femmes au foyer ? Dans la communauté ? • Quel est le rôle des filles à la maison ? Dans la communauté ? • Que doit représenter une femme pour son mari ? • Y a-t-il des tâches que seules les filles et les femmes doivent accomplir ? Lesquels ? • Y a-t-il des tâches ou des postes inaccessibles aux femmes et aux filles ? Lesquels ? 	
L'autonomisation des femmes	
<ul style="list-style-type: none"> • Que pensez-vous du fait que votre femme ait plus de liberté pour prendre des décisions personnelles sans votre permission ? (décider comment s'habiller, rendre visite à des amis ou à la famille, aller au marché ou se promener, chercher des soins dans un établissement de santé pour elle ou ses enfants) • Que pensez-vous du fait que votre femme soit plus impliquée dans la prise de décision concernant le ménage ? • Que pensez-vous du fait que votre femme gagne plus de respect, de soutien et de considération de la part de votre famille ? • Que pensez-vous du fait que votre femme joue un rôle de premier plan au foyer ? Dans la communauté ? • Que pensez-vous du fait que votre femme prenne des décisions en matière de procréation ? • Que pensez-vous de la décision de votre femme de faire l'amour ou non ? • Que savez-vous des contraceptifs modernes ? • Est-ce bon que votre femme les utilise ? Pourquoi ou pourquoi pas ? • Que pensez-vous du fait que votre femme entreprenne des activités génératrices de revenus ? • Que pensez-vous du fait que votre femme décide seule de ce qu'elle doit faire de l'argent qu'elle gagne ? 	

Annexe 4 : Guide d'entretien avec les parents/ les membres de la communauté en Côte d'Ivoire

- 1- Dans votre communauté à quel âge une fille est-elle considérée comme une femme ?
- 2- Quel est le rôle de la femme dans votre communauté ?
- 3- A partir de quel âge une fille peut-elle se marier ou peut-elle être donnée en mariage dans votre communauté ? Pourquoi ?
- 4- Entre aller à l'école et se marier qu'est-ce qui est plus important pour votre jeune fille ?
- 5- Quelle est votre priorité entre la scolarisation d'un garçon et celle d'une fille ? Pourquoi ?
- 6- Pour vous est-ce qu'une fille a les mêmes chances qu'un garçon de réussir à l'école ? pourquoi ?

- 7- Pensez-vous qu'il est difficile de scolariser les filles ? Pourquoi ?
- 8- Quels sont les obstacles rencontrés par les filles dans leur scolarisation ?
- 9- Quelles sont les raisons pour lesquelles les filles quittent l'école ?
- 10- Selon vous, pourquoi la majorité des filles ne réussissent-elles pas à l'école ?
- 11- Pensez-vous que la gratuité de l'école peut contribuer à la scolarisation des filles ? Pourquoi ?
- 12- Que pensez-vous des femmes qui sont allées à l'école et qui sont devenues aujourd'hui Ministre, Docteur, Magistrat, etc. ?
- 13- Etes-vous prêt à laisser votre fille aller à l'école tant qu'elle le souhaite ?
- 14- L'avis de l'imam ou du leader religieux compte-t-il dans les décisions que vous prenez pour vos filles ? Pourquoi ?
- 15- Certains parents pensent qu'il faut donner la jeune fille en mariage très tôt, qu'en pensez-vous ?
- 16- Que pensez-vous des filles qui refusent le mariage pour continuer leurs études ?
- 17- Savez-vous qu'il est interdit par la loi de donner sa fille en mariage avant qu'elle n'ait 18 ans ?
Si oui, pourquoi acceptez-vous quand même cela ?

Annexe 5 : Guide d'entretien avec les enseignants et les chefs d'établissement en Côte d'Ivoire

1. Quelle est la situation de l'éducation des filles dans votre localité ?
Quels sont les obstacles rencontrés par les filles dans leur scolarisation ?
2. Quelle(s) conception(s) a-t-on du mariage dans votre localité ?
3. Le mariage précoce ou le mariage des enfant est-il une réalité dans votre localité ?
4. Comment le mariage précoce dans cette localité affecte-t-il la scolarisation des filles ?
5. À partir quel âge et de quelle classe les filles quittent-elles l'école pour aller se marier ?
6. Quel est le profil scolaire des filles qui quittent l'école pour se marier ?
est-ce de bonnes élèves ou non ?
7. Quels sont les moyens dont vous disposez pour lutter contre le mariage précoce des filles scolarisées ?
8. Les enseignants travaillent-ils en collaboration avec les parents y compris les leaders religieux pour l'amélioration de la scolarisation des filles ? Comment ? Pourquoi ?
9. Les enseignants travaillent-ils en collaboration avec les parents y compris les leaders religieux pour mettre fin au mariage précoce des filles ? Comment ? Pourquoi ?
10. Selon vous, pourquoi la plupart des filles ne réussissent-elles pas à l'école ?
11. Le mariage précoce ou forcé y est-il pour quelque chose ?
12. En tant qu'enseignant, quelles sont vos actions en faveur de la scolarisation des filles ?
13. Que proposez-vous pour améliorer la scolarisation des filles ?
14. Que pensez-vous de la politique de l'école obligatoire ?
Peut-elle mettre fin au mariage précoce ?
15. Quelles sont les contraintes selon vous pour cette politique ?
Quelles sont vos solutions pour la bonne marche de cette politique
et pour l'amélioration de la scolarisation de la fille ?

Annexe 6 : Guide d'entretien pour les groupes de discussion avec des filles non scolarisées en Côte d'Ivoire

1. Que représente le mariage pour une femme dans votre communauté ?
2. A quel âge les filles se marient-elles ou sont-elles données en mariage dans votre communauté ? Pourquoi ?
3. Entre aller à l'école et se marier qu'est ce qui est plus important pour la jeune fille dans votre communauté ? Pourquoi ?
4. Avez-vous été à l'école ? Si oui, jusqu'à quel niveau ?
5. Pensez-vous que le mariage est la chose la plus importante dans la vie d'une femme ?
6. A quel âge avez-vous été mariée ?
7. Aujourd'hui, en regardant votre situation de vie, est-ce que vous encourageriez vos filles à avoir la même vie que vous ?
8. Avez-vous une fille déjà mariée ? A quel âge a-t-elle été mariée ?
9. Avez-vous été consultée par votre mari avant qu'il prenne la décision de la donner en mariage ? Comment avez-vous réagi face à cette décision ?
10. Aujourd'hui, certaines filles refusent de se marier parce qu'elles veulent aller à l'école. Que pensez-vous d'elles ?
11. Savez-vous qu'il est interdit par la loi de donner sa fille en mariage avant 18 ans ? Si oui, pourquoi acceptez-vous quand même cela ?
12. Quels sont les moyens dont vous disposez pour stopper le mariage précoce des filles (scolarisées ou non) ?
13. Quelles sont vos propositions pour l'amélioration de la scolarisation des filles ?
14. Que pensez-vous de la politique de l'école obligatoire ? Peut-elle mettre fin au mariage précoce ?

Annexe 7 : Enquête auprès des enseignants en Côte d'Ivoire

I-Les raisons du mariage précoce

Quelles sont les causes du mariage précoce ou forcé dans votre région ? Veuillez proposer cinq (05) mots ou expressions qui vous viennent immédiatement à l'esprit.

Réponses	Rang

Veuillez classer ensuite vos réponses selon l'ordre d'importance que vous leur accordez, du plus important au moins important (soit de 1 à 5) dans la colonne de droite.

II-Les raisons de la déscolarisation des filles

Quels sont les causes de la déscolarisation des filles ? Veuillez proposer cinq (05) mots ou expressions qui vous viennent immédiatement à l'esprit.

Mots ou Expressions	Rang

Veuillez classer ensuite vos réponses selon l'ordre d'importance que vous leur accordez, du plus important au moins important (soit de 1 à 5) dans la colonne de droite.

III-Lien entre le mariage précoce ou forcé et la déscolarisation de la fille

Veuillez indiquer laquelle des deux assertions vous semble la plus juste dans le contexte du mariage précoce ou forcé et de déperdition scolaire dans votre région. Indiquez votre choix en cochant en dessous de celui-ci.

Le mariage précoce conduit à la déscolarisation des filles.	La déscolarisation des filles conduit au mariage précoce.

Veuillez Justifier votre réponse

.....

.....

.....

IV-Identification de l'enquêté

Sexe : F M

Ancienneté dans le corps : -----

Ancienneté dans la région : -----

Annexe 8 : Enquête auprès des élèves en Côte d'Ivoire

Identification

Classe :

Sexe : M ☐ F ☐

Âge :

Ethnie :

I. Selon vous, qu'est ce qui pourrait expliquer l'abandon de l'école par certaines filles ?

	Oui	Non
Grossesse		
Mariage consenti		
Mariage forcé		
Pauvreté des parents		
Exigences des travaux domestiques		
Exigences des travaux champêtres		
Manque de motivation		
Distance de l'école		
Violence (Harcèlement sexuel)		
Violence morale (moquerie)		
Violence physique (coups et blessures)		
Manque d'effort personnel (paresse)		
Absence de latrine (Toilettes, WC)		
Absence de cantine		
Redoublements répétés		
Problème de santé d'un (des deux) parent(s)		
Problème de santé chez la fille		
Famille nombreuse		
Décès du père		
Décès de la mère		
Autres (Préciser) :		

2. Connaissez-vous des filles qui ont abandonné l'école ?

Oui ☐ Non ☐

Si oui, pour quelles raisons l'ont-elles fait ?

	Oui	Non
Grossesse		
Mariage consenti		
Mariage forcé		
Pauvreté des parents		
Exigences des travaux domestiques		
Exigences des travaux champêtres		
Manque de motivation		
Distance de l'école		
Violence (Harcèlement sexuel)		
Violence morale (moquerie)		
Violence physique (coups et blessures)		
Manque d'effort personnel (paresse)		
Absence de latrine (Toilettes, WC)		
Absence de cantine		
Redoublements répétés		
Problème de santé d'un (des deux) parent(s)		
Problème de santé chez la fille		
Famille nombreuse		
Décès du père		
Décès de la mère		
Autres (Préciser) :		

3. Le mariage précoce ou forcé conduit-il à l'abandon scolaire des filles ?

Faux ☐ Vrai ☐

4. L'abandon scolaire conduit-il au mariage précoce des filles ?

Faux ☐ Vrai ☐

5. Selon vous qu'est ce qui peut amener une jeune fille à se marier ou des parents à donner leur fille en mariage sans son consentement ?

	Oui	Non
La coutume/tradition		
La religion		
La pauvreté		
Les craintes des parents		
Le regard des autres membres de la communauté		
La pression des parents		
Le respect pour les parents		
La recherche de la protection d'un homme		
L'échec scolaire		
Le fait de chercher à éviter les grossesses en cours de scolarité (hors mariage)		
Le contrôle de sa vie sexuelle		
Le fait de chercher à éviter les violences sexuelles		

6. Selon vous, quelles sont les responsabilités de l'homme et de la femme dans le foyer ?

	D'accord	Pas d'accord	Ne sais pas
Donner un bain aux enfants et les nourrir sont la responsabilité de la mère			
Le père est le responsable du foyer			
Une femme devrait toujours obéir à son mari, même si elle n'est pas d'accord			
Les hommes ont besoin de plus de soins car ils travaillent plus que les femmes			
Les filles n'ont pas besoin d'aller à l'école pendant aussi longtemps que les garçons			
Les garçons sont naturellement plus intelligents que les filles			
Si un garçon touche une fille à l'école, c'est probablement sa faute parce qu'elle a fait quelque chose pour l'attirer.			
Il y a des moments où un garçon a besoin de battre sa petite amie			
Les filles aiment se faire taquiner par les garçons			
Quand les filles portent des jupes courtes, elles montrent aux garçons ou aux hommes qu'elles veulent être touchées			
Parfois, les filles doivent faire des choses pour leurs enseignants afin d'obtenir de bonnes notes			
Question pour l'enquêteur (ne lisez pas à haute voix): Pensez-vous que l'enfant comprend ces questions?			
Question pour l'enquêteur (ne lisez pas à haute voix): Pensez-vous que l'enfant a répondu honnêtement?			



Save the Children

LES NORMES DE GENRE, **LE MARIAGE DES ENFANTS** ET L'ÉDUCATION DES FILLES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

Évaluer le rôle de l'éducation dans la lutte
contre le mariage des enfants



Save the Children®

Ce rapport a été rédigé par Eline Versluys, avec le soutien de collègues des bureaux pays de la Sierra Leone, de la Côte d'Ivoire et du Niger.

Nous remercions tout particulièrement les enfants qui ont contribué aux consultations et aux recherches sur lesquelles ce rapport est construit.

Save The Children - WCARO / Dakar, octobre 2019



COUVERTURE

Mame, 12 ans, dans un centre soutenu par Save the Children, crée pour protéger les jeunes filles et les jeunes mères en situation de vulnérabilité, dans la périphérie de Dakar au Sénégal.

Photo: Jordi Matas /
Save the Children